

LA POLOGNE « NORMALISÉE »

THOMAS FERENCZI

Journal 1982

Le Monde

politique

LA RENCONTRE P.S.-P.C.F.

La confirmation de l'union est entachée du constat de « différences » et de « divergences »

Il y aura en deux aspects dans la rencontre des dirigeants du parti socialiste et du parti communiste, le vendredi 8 janvier, la rencontre elle-même et l'information que les deux partis souhaitent donner à son sujet. La publication, dans l'après-midi, de la déclaration liminaire faite, lors de l'entrevue, par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., montre bien quelle était l'intention des socialistes. Il s'agissait pour eux, en dressant sous forme interrogative l'état de l'union, de formuler, en adresse aux dirigeants mais à l'intention des militants communistes, l'ensemble des questions que pose au P.C.F. son insertion dans la majorité parlementaire et gouvernementale.

Tout en se défendant de vouloir s'engager dans les affaires intérieures du parti communiste et, en particulier, dans la préparation de son congrès, qui doit se réunir dans trois semaines, M. Jospin a souligné que les débats des communistes sur l'union avec le P.S. ne peuvent laisser celui-ci indifférent. De fait, le premier secrétaire du P.S. ne s'est pas privé d'interroger sur les points de divergence, manifeste sur la pratique unitaire des communistes — leur présence au gouvernement — et le maintien, dans le document préparatoire au congrès, d'une « autocritique » sur la forme d'union qui avait associé les deux partis de 1972 à 1977. De même, M. Jospin a demandé des éclaircissements sur le fait, mentionné dans une contribution à la tribune de

discussion de « l'humanité », qu'une invitation interne — à ne pas favoriser la victoire de M. Mitterrand avait circulé au sein du P.C.F. entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Le premier secrétaire du P.S. a abordé la question polonaise en constatant d'emblée qu'un accord sur l'analyse de la situation paraissait impossible. Il a proposé des initiatives communes, qui ont été refusées par les responsables communistes. Ceux-ci ont opposé deux arguments : d'une part, ils estiment que l'action du général Jaruzelski préserve les chances d'un règlement interne de la crise polonaise, et ils se refusent, par conséquent, à « jeter de l'huile sur le feu » ; d'autre part, ils estiment que les partis n'ont pas à suggérer aux syndicats l'action qui pourrait être la leur. « Vous n'êtes pas, lui, rue La Fayette (siège de la C.G.T.), », a déclaré M. Georges Marchais aux socialistes.

L'impression des dirigeants socialistes à faire connaître le déroulement de la rencontre, après la publication, à leur demande, d'un communiqué commun bref et sec, a quelques fois pris de court les communistes. Ceux-ci ont déclaré, dans la soirée, de leur tour, la teneur de la longue intervention, en réponse à M. Jospin, faite par M. Marchais, qui n'avait pas préparé de déclaration écrite. Du compte rendu paru par « l'humanité » de samedi, il ressort que les communistes avaient conçu cette réunion comme l'occasion d'un tour d'horizon de l'action commune des deux par-

PATRICK JARREAU.

M. Jospin : notre souci doit être de mobiliser l'opinion en faveur de la politique gouvernementale

A l'ouverture de la rencontre, M. Lionel Jospin a lu une déclaration liminaire centrée sur deux points : « L'un, parce qu'il nous unit : c'est notre action commune, a-t-il dit ; l'autre, parce qu'il nous sépare : c'est la question polonaise ».

Après avoir souligné que le bilan de l'action commune est « très encourageant », et rappelé les grandes lignes des réformes mises en chantier, le premier secrétaire du P.S. a insisté sur la nécessité, pour les formations politiques de gauche, de témoigner leur « appui déterminé » au gouvernement. Nous ne pouvons pas douter de notre action commune, a-t-il dit ; l'autre, parce qu'il nous sépare : c'est la question polonaise.

M. Jospin a alors précisé : « L'émulation entre deux partis est sûrement un facteur de démocratie. Que vous n'ayez pas renoncé à croire votre programme plus juste que le nôtre me paraît logique. Mais de cela, les dirigeants ont franchi pour le présent. Que vous ayez tendance à mettre plus particulièrement en valeur l'action de vos ministères au gouvernement, n'a rien de surprenant. Encore que la politique suivie par le gouvernement de Pierre Mauroy est celle de tout le gouvernement et forme elle-même un tout. Mais cela, quel qu'il soit, nous le jugeons, conformément à notre accord du 23 juin ».

M. Jospin a alors évoqué les déclarations de l'Union européenne, la certaine tendance de la direction du parti communiste à attribuer le rôle du censeur vigilant, distribuant les bons et les mauvais points, et d'écarter de la politique la tentation de l'attribuer les bons pour réserver à d'autres les mauvais. Cette tendance est-elle à la hauteur de l'enjeu ? Nous n'en sommes pas sûrs. Nous sommes engagés dans une politique qui, selon nous, pour la France et pour l'Europe, une importance historique. Nous n'avons d'autre objectif que de réussir cette politique. Or un gouvernement de gauche — qui ne dispose pas des forces de l'argent, auquel beaucoup de médias ne sont pas favorables, qui dérange bien des habitudes et des intérêts acquis à l'intérieur comme à l'extérieur, et qui doit mener bataille contre les forces conservatrices — par-dessus tout besoin de l'adhésion populaire. Cette confiance, à notre avis, existe dans notre peuple. Mais notre souci de parti doit être, tout en exerçant notre rôle de contrôle, de stimuler et de critiquer, de tout faire pour mobiliser les travailleurs et l'opinion en faveur de la politique gouvernementale. De ce point de vue nous avons entendu avec satisfaction l'un de vos dirigeants dire récemment que le parti communiste n'appuyait « pas du bout des lèvres » le gouvernement. En effet, si vous pensez que la politique que nous menons ensemble est juste, il nous semble que vous devez engager sans réticences vos forces dans la soutien politique et idéologique à la politique gouvernementale ».

Le premier secrétaire du P.S. a ensuite évoqué la préparation du vingt-quatrième congrès du P.C.F. pour regretter que le projet de résolution maintienne « intacte l'analyse critique » des socialistes

M. Marchais : nous mobilisons sans réserve toutes les forces de notre parti

Dans sa réponse, M. Georges Marchais a d'abord confirmé l'appréciation positive des communistes sur les mesures mises en œuvre par le gouvernement et sur les perspectives qu'ouvrent à la gauche la nécessité de la consommation populaire et d'une action vigoureuse contre l'inflation. « Il s'est prononcé pour l'intervention des comités on troyais afin d'agir à la source sur la formation des prix, et pour des mesures contre la hausse des profits privés et leur dissipation », a-t-il dit.

M. Marchais a insisté sur la nécessité de la réforme de la loi de finances, qui est « engagée à fond » pour l'application des contrats de solidarité-emploi. « Nous estimons que la loi de finances doit être une loi de justice sociale », a-t-il ajouté, « et qu'elle doit être une loi de justice sociale ». M. Marchais a insisté sur la nécessité de la réforme de la loi de finances, qui est « engagée à fond » pour l'application des contrats de solidarité-emploi. « Nous estimons que la loi de finances doit être une loi de justice sociale », a-t-il ajouté, « et qu'elle doit être une loi de justice sociale ».

M. Marchais a insisté sur la nécessité de la réforme de la loi de finances, qui est « engagée à fond » pour l'application des contrats de solidarité-emploi. « Nous estimons que la loi de finances doit être une loi de justice sociale », a-t-il ajouté, « et qu'elle doit être une loi de justice sociale ».

LE COMMUNIQUÉ COMMUN : « DIFFÉRENCES » ET « DIVERGENCES » SUR LA POLOGNE

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a été présenté à la presse, après la rencontre, le communiqué commun suivant :

« Des délégations du parti socialiste et du parti communiste français se sont rencontrées le 8 janvier 1982 au siège du parti communiste français. Elles ont procédé à un large échange de vues, comme il est normal entre deux grandes formations politiques associées au gouvernement. »

« Les deux parties ont porté un jugement positif sur la politique de changement conduite en France depuis la victoire du 10 mai et depuis la conclusion de leur accord du 23 juin. »

« Elles ont confirmé leur volonté de mobiliser l'opinion populaire pour soutenir cette politique. »

« Les deux délégations ont convenu leurs points de vue sur la situation en Pologne et ont constaté ce qu'il y a de différences et de divergences. »

LE BUDGET POUR 1982

M. Goux (P.S.) juge « surprenante » l'indignation de M. Gantier (U.D.F.)

M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et député socialiste du Var, nous a fait parvenir le texte suivant, en réponse au point de vue de M. Gilbert Gantier, député U.D.F. de Paris, publié par le Monde du 5 janvier, sur la décision du Conseil constitutionnel déclarant conforme à la Constitution le budget pour 1982 :

« Commentant dans ces mêmes colonnes la décision récemment rendue par le Conseil constitutionnel sur la loi de finances pour 1982, un député de l'opposition, M. Gantier, se livre à d'amères réflexions sur la jurisprudence de la haute instance, coupable à ses yeux d'avoir accepté la profanation de nos traditions financières et suspecte d'être sympathique au gouvernement socialiste. »

« A y regarder de plus près, cette indignation a de quoi surprendre. Quel en est le motif ? Le Parlement a décidé que, désormais, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers serait indexé sur l'évolution de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu. Ce que M. Gantier défend serait alors la rigueur juridique, les droits du Parlement et le principe sacro-saint de l'immuabilité budgétaire, autant d'arguments que le Conseil constitutionnel aurait foudroyés d'un pied auguste et sacrilège. »

« Cette vertueuse critique n'oublie qu'un détail, mais il est d'importance. Le Conseil constitutionnel n'a fait qu'appliquer la jurisprudence dont il a lui-même posé les bases dans sa décision du 30 décembre 1980 à propos de la loi de finances pour 1981. »

« Si le Conseil constitutionnel avait changé de jurisprudence entre ces deux dates, il faudrait parler, comme l'a fait M. Gantier, de « deux poids, deux mesures » ; mais, dans la mesure où la jurisprudence est la même, il n'y a rien de surprenant à ce que le Conseil constitutionnel ait fait ce qu'il a fait. »

« Si M. Gantier a l'intention singulièrement sélective de l'Assemblée, sur une disposition identique, n'a pas, en 1980, retenti ses protestations ? »

« M. Gantier croit que son amertume résulte de l'application de la mesure en cause aux compagnies pétrolières, on doit en déduire que certaines de ces compagnies, majoritairement gérées par des capitaux étrangers, ont des intérêts dans la mesure en cause. »

« Enfin, il est prouvé une nouvelle fois que le souci du droit n'est pas, si l'on fait de beaucoup, le souci de la justice sociale, ni même, contrairement à ce qu'il dit, une véritable préoccupation. »

UNE DÉCISION AVANT TOUT JURIDIQUE

M. Loïc Philip, professeur de finances publiques à l'université d'Aix-Marseille III, nous écrit pour sa part :

Le point de vue de M. Gilbert Gantier, publié dans le Monde du 5 janvier dernier, montre à quel point il est difficile, pour le Conseil constitutionnel, d'échapper à l'accusation de rendre des décisions « politiques ».

En 1978, c'était M. Mitterrand qui qualifiait cette institution d'« institution politique », d'« instrument politique du pouvoir exécutif ».

Aujourd'hui, c'est un membre de l'ancienne majorité qui l'accuse d'avoir jugé de la constitutionnalité de la loi de finances pour 1982 « en politique plus qu'en justice ».

Si M. Gantier s'était donné la peine d'examiner avec plus d'attention la jurisprudence du Conseil constitutionnel, il se serait aperçu que la décision du 30 décembre 1980, relative à la loi de finances pour 1982, est une décision « politique ».

En 1978, c'était M. Mitterrand qui qualifiait cette institution d'« institution politique », d'« instrument politique du pouvoir exécutif ».

Aujourd'hui, c'est un membre de l'ancienne majorité qui l'accuse d'avoir jugé de la constitutionnalité de la loi de finances pour 1982 « en politique plus qu'en justice ».

La situation en Nouvelle-Calédonie

UN SÉNATEUR S'INQUIÈTE DU REMPLACEMENT DU COMMANDANT SUPÉRIEUR DES FORCES ARMÉES

M. Pierre Salvi, sénateur (nouveau calédonien) du P.C.F., a demandé dans une question écrite à M. Charles Hernu, ministre de la défense, que lui soient expliquées les raisons du départ, de la Nouvelle-Calédonie, du général de brigade Michel Larigüe, commandant supérieur des forces armées de ce territoire d'outre-mer.

M. Salvi se demande, en particulier, si la décision n'est pas motivée par le fait que l'épouse de cet officier général ait pu participer à une manifestation politique d'adhésion à la France en brandissant un drapeau tricolore. (1)

C'est au conseil des ministres du mercredi 6 janvier (le Monde du 8 janvier) que le général Larigüe a été nommé chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre. Le général Larigüe quitte, donc, ses fonctions de commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie avec quatre mois d'avance sur le terme normal de sa mission. Il sera remplacé par le général Robert Gaspard.

Au ministère de la défense, on indique que le général Larigüe n'a pas démissionné et qu'il n'a, d'aucune manière, d'une façon ou d'une autre, pu ou pourra le constater lors de sa prochaine affectation. En effet, le poste de chargé de mission, bien qu'étant une position officielle, est un poste d'attente. On fait observer que le nouveau haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Christian Nucci, nommé il y a un mois par le secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, a exprimé le souhait d'être assisté par une nouvelle équipe. C'est ainsi que le secrétaire général du territoire et le directeur de la police ont été chargés, comme d'habitude, le général responsable du maintien de l'ordre.

A l'Assemblée européenne

MM. ANSQUER ET COUSTÉ (R.P.R.) CONFIRMENT LEUR REFUS DU « TOURNIQUET »

Après les déclarations de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., affirmant que deux des représentants du mouvement gauchiste à l'Assemblée des Communautés européennes étaient « mis eux-mêmes hors du parti » en ne respectant pas le système du « tourniquet », — à savoir offrir leur place à Strasbourg au bout d'un an de mandat (le Monde daté 8 janvier), — M. Vincent Ansquer, député de la Vendée, l'un des initiés, a mis en cause mercredi 6 janvier, la légalité d'un « mandat impératif » obligeant un parlementaire à accepter d'avance de se défaire de son mandat avant l'expiration normale. L'autre parlementaire,

états-Unis

M. WALTER STROSSER DEVIENT LE NUMÉRO DEUX DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

M. Walter Strosser, 55 ans, ancien ambassadeur à Paris, a été nommé deuxième vice-président du département d'Etat, succédant à M. Jeane Kirkpatrick.

M. Strosser a été nommé à ce poste par le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, après avoir été nommé à la tête du bureau des affaires européennes.

M. Strosser a été nommé à ce poste par le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, après avoir été nommé à la tête du bureau des affaires européennes.

NOTES D'ARMES FRANÇAISES AU NICARAGUA

Washington se dit très déçu

Washington, 9 janvier. — Le département d'Etat américain a exprimé son « profond regret » de constater que les armes françaises fournies au Nicaragua par le gouvernement sandiniste ne sont pas utilisées à des fins pacifiques.

Le département d'Etat a déclaré que les armes françaises ont été fournies au Nicaragua par le gouvernement sandiniste en 1979, à la suite d'un accord conclu entre les deux gouvernements.

Le département d'Etat a déclaré que les armes françaises ont été fournies au Nicaragua par le gouvernement sandiniste en 1979, à la suite d'un accord conclu entre les deux gouvernements.

LE MONDE

Christian Dior

50.000

APRÈS LA MORT D'UN NORD-AFRICAIN A L'HOPITAL DE CRÉTEIL

de grande instance de Senlis, présidée par M. Henri Libertas.

Sans doute, MM. Henri Vallez et Philippe Rogee sont impliqués uniquement de nécessité, pour ne pas mettre en danger la loi d'amnistie du 4 août 1981 ayant effacé la contravention de voies de fait et violences légères, et l'information n'ayant pas permis de retenir l'homicide par imprudence. Il n'empêche que ce qui se passa le 20 décembre 1977 à la salle des urgences de l'hôpital de Creil reste un tout, et qu'il est impossible de ne pas parler de ce tout.

méliement ces aspersions d'éther, ce rasage du moustache (tout à fait contraire à la déontologie médicale).

Pour les avocats de la partie civile, M^{rs} Hubert Tétard et Roland Weil, voilà le délit : ce n'est pas l'erreur de diagnostic, c'est une non-assistance fondée sur la présomption de simulation. M^{rs} Weil ne pouvait pas ne pas poser cette question grave, et peut-être essentielle : « N'est-ce pas parce que c'était un *ouvrier*, et du *surcho* *siglen*, qu'ils ont *sig* comme ils l'ont fait ? Se seraient-ils contentés de constater que *le patient* *lils de famille* ? »

Cependant, la défense, après que le représentant du ministère public eut reçu 20 000 francs d'amende contre M. Vallée, dix-huit mois à deux ans de prison avec sursis contre M. Rogé, n'en a pas moins plaidé la relaxe, fondée à son avis sur la méconnaissance qu'avaient leurs clients du péril dans lequel se trouvait le malade, avec toute une jurisprudence à l'appui.

M^{rs} Chanson a même eu dans ses explications les accents de l'indignation pour parler de « *démou* », d'« *amarigame* », puisque l'on voulait,

lorsqu'il a été constaté que l'acte de violence avait été commis par un individu appartenant à une organisation terroriste, la loi du 29 juillet 1981 interdit de faire allusion avant le débat en audience publique.

Je n'aurais pas, j'avais pas cet air. Mais ça paraît boudeux, marte et sans voix, essayant de montrer sa tête à laquelle il avait si mal à des « toubous » e qu'il espérait mais qui ne voulaient voir en lui qu'un simulateur, pourra-t-il si aisément être oublié ?

JEAN-MARC THÉOLÉYRE.

● A la commission nationale de l'informatic et des libertés, Mme Noëlle Lenoir est nommée directeur de la réglementation. Elle était administrateur principal à la commission des lois du Sénat. Le poste de directeur de la réglementation était vacant depuis un an. Il avait été occupé par M. Louis Joinet, aujourd'hui conseiller technique du premier

POINT DE VUE

par ANDRÉ MANDOUZE

de casse de la voir redevenir ce qu'elle a été au grand moment de notre histoire.

L'histoire précisément, non moins que la philosophie — disciplines l'une et l'autre considérées comme particulièrement noïves par les princes qui nous gouvernent. — est sans aucun doute, une des composantes essentielles de ce « *champs de l'éthique* » que M. François Mitterrand a tenu en second lieu à nommer comme contribuant à assurer « la maîtrise des éléments brutaux dont l'homme dispose ».

Priorité donc essentiellement reconnue à l'histoire de l'esprit et à l'histoire tout court, dans la mesure où son objet est l'humanité même dans son devenir et où son travail propre de recherche vise notamment à décrypter, à travers la vie sociale des hommes, les difficiles chemins de la liberté à venir. Aussi bien n'est-il pas étonnant que les perspectives de la « philosophie humaniste » aient coïncidé exactement avec la fulgurante formule du ministre de la recherche et de la technologie

« La liberté et la science sont sources » (12).

Mais, là non plus, qu'on ne se contente pas autoriser, par autant de commissions d'experts et de spécialistes confondues (au delà des directives de M. Chavennet) toute la recherche scientifique, la technologie, à ne considérer comme fondamentales que les sciences exactes ou la biologie et à ne faire (à la rigueur) une place aux sciences humaines que dans la mesure où elles sont dites « sociales ».

Sur ce dernier point — et même au-delà — on peut regretter la monstruosité du terme créé pour les designer, — la « déontologie », faite récemment de « déon » (éthique) et de « logie » (science). L'intellectuel vient à son honneur pour rappeler que la circulation des idées suppose leur création et ne la remplace pas.

Bref, puleux — sans crainte de faire sourire ou de déchaîner la dérision — le chef de l'Estel ne s'est pas contenté de remettre en honneur le « champ de Réticule », mais s'est même tout bonnement confessé qu'il « étale » de ceux qui ont constamment la pratique de ce qu'on appelle l'examen de conscience », je pense qu'il ne serait pas non plus mauvais que ce fréquent et tonique retour sur soi soit pratiqué avec rigueur par les potentats et mandarins de la recherche scientifique.

Ce qui, en tout cas, est sûr, c'est que, dès le moment où la morale — et particulièrement la morale politique — est appelée à retrouver sa place, le prestige extérieur de certaines techniques se présentant volontiers orgueilleusement comme « avancées » n'est plus assurée de garantir, à des ennemis de l'humanisme qui prétendraient les pratiquer,

gués», selon l'administration ont investi, peu avant 8 heures samedi 9 janvier, les locaux du centre universitaire Assens (Université Paris-III). Après avoir selon M. Philippe Fouchard, directeur du centre, «*neutralisé les vigiles sans violence*», ils ont fait «*saque*» du bâtiment du centre, les locaux de la bibliothèque, des salles de conférences, des réunions de droite et d'extrême droite : l'Union nationale inter-universitaire (UNI), le Groupe universitaire de défense (GUD) et le Front des étudiants nationaux (FEN). Aucun blessé n'a été signalé. Ce centre n'était tout simplement pas revendiqué samedi et dimanche par la mouvance. Au fin de matinée, M. Jacques Robert, président de l'université Paris-III, envisage de porter plainte pour effraction et dégradation de matériel.

● Les Basques de l'île d'Yeu en Dordogne. — Trois Basques espagnols MM. Thomas Linasas, Miguel Angel Adams et José Antonio Garmundo, ont quitté l'Espagne en automne à résidence à l'île d'Yeu (Vendée), devant arriver ce samedi 5 janvier en fin d'après-midi. Ils ont été accueillis par le commandant et Trigonant, une commune située à quelques kilomètres de Périgueux (Dordogne). Les trois Basques ont été restaurés de la belouze et feront connaissance avec l'île d'Yeu, dans une surveillance « rapprochée ». Ces trois personnes qui avaient fait la grève de la faim, ont été hospitalisées à la Roche-sur-Yeu le 1^{er} janvier. Les deux autres Basques, Garmundo et Adams, ont été hospitalisés à l'hôpital de Saint-Jean-Pied-de-Port. Miguel Angel Garmundo, ont retrouvé leur liberté de mouvement le 5 janvier. Le Monde du 5 janvier.

**L'immunité inconditionnelle jusqu'ici
reconnue à la barbarie à visage
robotisé**

Reste le troisième terme de la triade, ou plutôt celui par lequel M. François Mitterrand a osé introduire son propre culture : le « champ esthétique ». A voir la rage avec laquelle l'ex-majorité a pitoyablement essayé de jouer du sophisme selon lequel une « forme » de discours aussi brillante n'aurait pas été nécessaire si le « fond » avait été meilleur, on pourrait penser, en l'occurrence, à quelque mélicieuse provocation de l'orateur si on ne savait pas depuis longtemps, que, pour lui, la beauté est une valeur essentielle sans laquelle, précisément, l'homme ne peut être pleinement homme.

Voilà bien qui rejoint l'exaltation,
non seulement de l'humanisme, mais
plus précisément des « humanités »,
par un éminent professeur de phy-
sique théorique qui, lors d'une
amicale soirée avec des amis
hélististes, latinistes, et plus géné-
ralement de ceux qu'on appela-
it naguère des « littéraires », ne put
s'empêcher d'éclater : « Permettez-
moi, s'écria-t-il, de vous dire, chers
amis, que l'humanité est un mythe, et
vous s'efforçerez de le prouver, le
sort de votre identité culturelle, la
sien us en croyant valoir la cri-
tique textuelle par l'insistance sur
votre appel éventuel aux ordinateurs
et à la statistique philologique infor-
matisée, d'autres en justifiant la
pratique de l'archéologie par ses
incidences sur la tourmente, la plu-
sion de l'histoire des bibliothèques
comme de vaines laboratoires de
« ignatures » : bibliographes, tous
en ayant sans cesse dans la bouche
le mot « scientifique... »

« En tout cas, nous — qui préférons pour notre part le mot « recherche », — ce que nous avons besoin de trouver en vous autres, c'est tout ce qui faisait jadis que les « lettrés » étaient les « belles-lettrés ». Quels que soient les moyens, plus ou moins sophistiqués, auxquels elles font appel aujourd'hui c'est bien ce qu'elles doivent, de façon urgente, redevenir. »

Et l'on n'a pas oublié non plus diverses interventions de l'Académie des sciences visant, au cours de ces dernières années... à s'opposer à la dictature de la section C, encouragée par l'administration centrale et par beaucoup de chefs d'établissements secondaires au détriment de ces « lettres », dont la vocation ultime est, non pas de favoriser une classe privilégiée, mais de rendre tous les hommes plus humains. — *Humaines Litté-*

Ce qui nous ramène à l'esprit de la formule, citée plus haut, du premier responsable gouvernemental de la recherche et nous amène pour finir à formuler un vœu concernant le grand colloque sur la recherche, qui aura lieu du 13 au 16 janvier.

Ce serait en effet une catastrophe, pour le coup nationale, si cet effort venant, par la base, de toutes les cellules de la recherche française n'aboutissait qu'à confirmer et, ultérieurement, à planifier « les missions prioritaires déjà mises en place », auxquelles le président a fait allusion sitôt après ses vastes prémisses concernant la primauté absolue du « champ tout simplement de la connaissance ».

Il n'estime de voir les misérables protestations d'un centrale corporatiste, au sujet de la proposition de rendre tout le Louvre à sa vocation, pour imaginer le courage qu'il faudra, dans le domaine culturel comme dans tous les autres, à l'équipe de M. Pierre Mauroy : car il ne s'agit rien de moins que de tenir, là aussi, les promesses en prouvant à la face du monde que, si elle ne saurait être bourgeoise, la culture voulue et défendue par un gouvernement de gauche ne saurait non plus être ni technocratique ni « énarchruc ». (3).

Notre chance, ici comme ailleurs, c'est pour la France d'être revenue en démocratie. En terminant sa première conférence de presse par ce qui est sans doute de la plus haute importance, le président de la République a voulu, sur ce dernier point, conclure là aussi avec ses concitoyens un « contrat de longue durée » concernant « la culture et la recherche ». Nous avons tous pris date.

(1) *Le Monde* du 28 septembre.
(2) *Le Monde* du 8 septembre.
(3) Au cours d'un récent entretien, cet ancien élève de l'École qu'est M. Chevènement a fortement réaffirmé les thèses qu'il a soutenues il y a quelques années dans un pamphlet contre l'eûnarchie.



100.50

que qui n'en serait pas moins humaine

ANNE MARTEL

La vie est un voyage. C'est une aventure. C'est une quête. C'est une recherche. C'est une exploration. C'est une découverte. C'est une conquête. C'est une victoire. C'est une défaite. C'est une lutte. C'est une guerre. C'est une paix. C'est une harmonie. C'est une dissonance. C'est une symphonie. C'est une mélodie. C'est une note. C'est un silence. C'est un bruit. C'est un son. C'est une voix. C'est une parole. C'est une action. C'est une réaction. C'est une émotion. C'est une sensation. C'est une pensée. C'est une idée. C'est un rêve. C'est une illusion. C'est une réalité. C'est une vie.

à barbare relative

La vie est un voyage. C'est une aventure. C'est une quête. C'est une recherche. C'est une exploration. C'est une découverte. C'est une conquête. C'est une victoire. C'est une défaite. C'est une lutte. C'est une guerre. C'est une paix. C'est une harmonie. C'est une dissonance. C'est une symphonie. C'est une mélodie. C'est une note. C'est un silence. C'est un bruit. C'est un son. C'est une voix. C'est une parole. C'est une action. C'est une réaction. C'est une émotion. C'est une sensation. C'est une pensée. C'est une idée. C'est un rêve. C'est une illusion. C'est une réalité. C'est une vie.

Un contrat de mariage

La vie est un voyage. C'est une aventure. C'est une quête. C'est une recherche. C'est une exploration. C'est une découverte. C'est une conquête. C'est une victoire. C'est une défaite. C'est une lutte. C'est une guerre. C'est une paix. C'est une harmonie. C'est une dissonance. C'est une symphonie. C'est une mélodie. C'est une note. C'est un silence. C'est un bruit. C'est un son. C'est une voix. C'est une parole. C'est une action. C'est une réaction. C'est une émotion. C'est une sensation. C'est une pensée. C'est une idée. C'est un rêve. C'est une illusion. C'est une réalité. C'est une vie.

La vie est un voyage. C'est une aventure. C'est une quête. C'est une recherche. C'est une exploration. C'est une découverte. C'est une conquête. C'est une victoire. C'est une défaite. C'est une lutte. C'est une guerre. C'est une paix. C'est une harmonie. C'est une dissonance. C'est une symphonie. C'est une mélodie. C'est une note. C'est un silence. C'est un bruit. C'est un son. C'est une voix. C'est une parole. C'est une action. C'est une réaction. C'est une émotion. C'est une sensation. C'est une pensée. C'est une idée. C'est un rêve. C'est une illusion. C'est une réalité. C'est une vie.



Uni-Inter
construit le couple

Paul D. mannequin agence LOOKALIKES et Lyn H. "Lady Di Double."

Une image du bonheur a fait le tour du monde.

*En tout homme vit un prince charmant
Et en chaque femme une fée, une princesse, une bergère.
Le bonheur n'existe pas seulement dans les contes.
On le rencontre aussi dans la vie.
Il est la vie.*

**Demandez la liste complète des 110 cabinets de
CONSEIL MATRIMONIAL UNI-INTER
(France, Belgique, Luxembourg) à**

Uni-Inter

10 rue Boileau - 44000 NANTES
Tél. 16 (40) 89.49.56

PICARDIE AGIR EN PICARDIE

Lettre mensuelle de la Région - N° 1

LE DEVOIR D'INFORMER

La naissance de la « Lettre de la Région », en ce début de 1982, est tout à fait symbolique. L'heure est arrivée où la Région sort du cadre étroit dans lequel elle était maintenue pour devenir une collectivité décidant elle-même de son avenir.

Cette « Lettre » mensuelle fournira aux élus et responsables administratifs, économiques, culturels et sociaux de Picardie, les informations nécessaires sur les activités multiples du Conseil Régional. Je souhaite également qu'elle devienne un lieu d'échanges et de débats sur la vie régionale.

Ce qui compte, en effet, c'est la volonté de mener à bien, ensemble, cette « révolution tranquille » qui permet aux habitants de peser sur les décisions qui concernent leur vie quotidienne, tout en respectant leur particularité.

Pour être solide et durable, la Région doit reposer sur la libre détermination de ses habitants. Dès lors, l'information apparaît comme une donnée essentielle de la vie régionale.

D'où notre volonté - avec cette « Lettre » - de contribuer, pour ce qui nous concerne, à la diffusion de l'information sans laquelle il n'est pas de véritable démocratie.

René Dosières,
Président
du Conseil Régional
de Picardie.

FORMER LES JEUNES

C'est en Picardie la priorité des priorités car un niveau élevé et général de qualification détermine la consolidation et le développement de l'emploi ainsi que l'amélioration des conditions de vie. Dans ce but, de très importants crédits sont consacrés à la construction et à l'équipement de l'E.P. (Lycées d'Enseignement Professionnel), aux centres de F.P.A., aux lycées agricoles, etc. et à l'implantation de halles de

sport auprès des collèges secondaires. Le Conseil Régional contribue en outre à l'équipement de l'Université de Picardie à Amiens et de l'Université de Technologie de Compiègne.

AGIR POUR L'EMPLOI

C'est intensifier la formation des jeunes, mais c'est aussi stimuler le développement des activités économiques qui assurent l'emploi. A cet effet, le Conseil Régional de Picardie mène de front un éventail de politiques complémentaires : renforcement des infrastructures routières, aménagement de zones d'activité, construction d'usines-relais, etc., il encourage, par des primes, les créations d'entreprises et accorde sa garantie à des prêts ; il a décidé de se doter d'une Agence régionale de Développement. En outre, le Conseil Régional de Picardie mène en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies nouvelles une politique active qui sera désormais mise en œuvre par une Agence Régionale de l'Energie.

AMELIORER LE CADRE DE VIE

Le Conseil Régional de Picardie a lancé en 1980 une vigoureuse politique en faveur de l'amélioration de l'habitat : isolation thermique et phonique des immeubles H.L.M., réhabilitation de l'habitat ancien et du parc locatif social, etc. En outre, au bénéfice des communes, en particulier rurales,

existe un concours « cadre de vie ».

Par ailleurs, le Conseil Régional consacre un important effort à la modernisation des hôpitaux et hospices de la Région. Il favorise également la promotion des loisirs en contribuant à l'aménagement de la côte picarde et de bases de loisirs nautiques.

LE FESTIVAL POPULAIRE DE PICARDIE : UNE NOUVELLE LOGIQUE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

Outil privilégié du développement culturel souhaité par les assemblées régionales, le Festival Populaire de Picardie a démarré en 1981 avec les 200 manifestations du Festival d'Automne.

La dynamique est lancée qui doit se poursuivre en 1982 avec les Festivals de Printemps (dans l'Aisne) et d'Été (sur la côte picarde).

REDUIRE LES INEGALITES

En Picardie comme ailleurs, les grandes sont les inégalités face à la culture. Dans le passé on a plutôt cherché à favoriser l'accès à la culture de ceux qui se déclarent cultivés.

L'enjeu d'une politique culturelle nouvelle à travers le Festival Populaire, est donc plutôt de transformer les conditions

associations et fédérations d'éducation populaire, aux organismes extérieurs à la région.

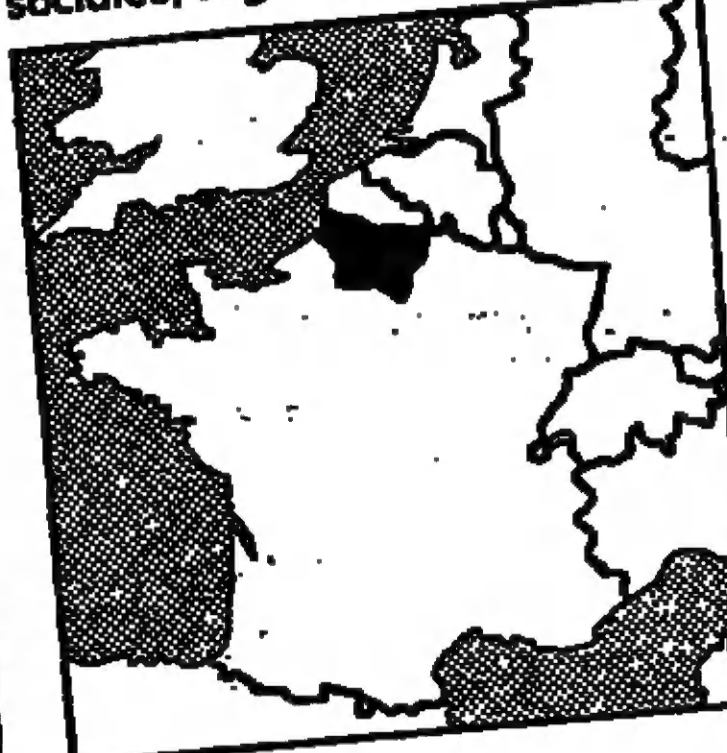
Elle peut également être adressée à toute personne qui en fera la demande auprès de l'attaché de presse du cabinet régional de Picardie, 11-15, mail Albert-1^{er}, 80000 Amiens, Tél. (22) 91.75.41, poste 491.

d'accès à la culture, c'est-à-dire d'en multiplier les lieux d'accueil et de « déplacer », lorsque c'est nécessaire, les lieux où elle s'apprend et se pratique.

DE LA CULTURE VECUE

Les inégalités ne se résorbent pas par l'effet d'une simple réorganisation des moyens budgétaires. Le Festival vise aussi à développer la participation de tous à la culture et à la vie quotidienne en favorisant la vie associative.

Le Festival Populaire doit en effet maintenir une politique ouverte à toutes les formes d'expression. Sans s'arrêter le droit d'imposer des normes, il concourt à favoriser l'expression des valeurs les plus hautes comme à préserver le patrimoine vivant dans toutes ses diversités sociales, régionales et ethniques.



REVALORISER LA CREATION REGIONALE

Le Festival intervient aussi pour conserver à la création le rôle qui est le sien dans le processus culturel. Les plasticiens, les musiciens, les comédiens de Picardie doivent pouvoir vivre et travailler « au pays ».

Le Festival doit permettre par une meilleure diffusion de leurs réalisations dans toute la Région de déboucher sur une politique cohérente de la création en Picardie...

1982 AN 1

de la décentralisation.

La Picardie est au rendez-vous :

intensifier la formation des jeunes, stimuler les activités économiques et l'emploi, améliorer le cadre de vie, diversifier l'action culturelle...

Autant de politiques que mène le Conseil Régional en coopération avec

tous ceux qui agissent pour le mieux-être des hommes et des femmes de notre Région.

Le Conseil Régional de Picardie est prêt à assumer les responsabilités que la loi va lui confier prochainement et à jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre, en Picardie, d'une nouvelle logique de développement.

conseil régional



PREMIERE

écrite. l'autre man

region sort de l'ombre

TELEPHONE SELECTION

PRESSE

Solidarité, l'autre manchette du « Courrier picard »

Le Courrier picard est atypique, et ce à plusieurs titres : il est géré par une société coopérative d'initiative ouvrière, il détient l'un des plus importants taux de diffusion, ses recettes publicitaires sont les plus élevées de la presse régionale. Quant à son directeur, Jean Roux, il est considéré comme l'un des plus importants dirigeants de la presse régionale.

Le Courrier picard est atypique, et ce à plusieurs titres : il est géré par une société coopérative d'initiative ouvrière, il détient l'un des plus importants taux de diffusion, ses recettes publicitaires sont les plus élevées de la presse régionale. Quant à son directeur, Jean Roux, il est considéré comme l'un des plus importants dirigeants de la presse régionale.

En fait de quoi, les douze postes seraient partagés, à égalité, entre le personnel technique, les journalistes et les administratifs.

Les douze postes seraient partagés, à égalité, entre le personnel technique, les journalistes et les administratifs.

quant de la voir-tout-à-fois ?

quant de la voir-tout-à-fois ?

quant de la voir-tout-à-fois ?

quant de la voir-tout-à-fois ?

quant de la voir-tout-à-fois ?

Coopération et contribution des sociétaires

La Courrier picard œuvre ainsi toute la Somme, où il se trouve en situation de quasi-monopole, et une partie de l'Oise.

On nous lit plus qu'on ne nous achète. Cependant, le passage du grand au petit format en 1979 nous a valu de nouveaux lecteurs.

En 1981, le capital social de la coopérative a été augmenté de 1,5 million de francs en prévision des lourdes échéances de 1982.

Une région sort de l'ombre

(Suite de la page 10)

« C'est parce qu'elle a la volonté de sortir de cette situation que la région souhaite dialoguer avec l'Etat pour définir une politique concertée... »

Cela doit permettre de dépasser le débat d'idées à l'intérieur de la région. Il insiste sur l'information, qui se fera sur deux

plans : d'un point de vue interne à l'assemblée, et création d'un club de la presse.

Les prétentions du comité économique

Comment le patronat de la Picardie voit-il les rapports entre le conseil régional et le comité économique et social ? Il pense que, d'une manière générale, les rapports ont plutôt été bons entre les deux assemblées, mais « l'absence d'une volonté politique a pu offrir au C.E.S. la tentation d'entreprendre son rôle au conseil ». Ici, le président fait allusion à la création du conseil économique régional, qui a, en quelque sorte, remplacé le rôle de la chambre régionale de commerce, d'industrie, d'artisanat et de pêche.

Il n'y a pas toujours été assez créatrice.

Selon lui, les représentants syndicaux en nombre insuffisant n'avaient pas les moyens de travailler. Ils les auront cette année. « Quant aux représentants patronaux, en nombre plus important, ils avaient, peut-être, trop de charges pour approfondir leur mandat. » Le président Dosière assure que la nouvelle loi permettra aux comités économiques et sociaux d'assurer leur véritable rôle de réflexion et d'information. Leur composition fera, d'ailleurs, plus largement appel aux salariés, « en précisant mieux leur rôle, qui n'est pas de constituer un contre-pouvoir mais d'exprimer les réalités diverses de la région ».

MICHEL CURIE

S'IMPLANTER

SE DÉVELOPPER

INVESTIR

ENTREPRENDRE

EN PICARDIE AVEC...

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE :

- D'ABBEVILLE - 10, rue Lesueur Tél. (22) 24-24-71
- D'AMIENS - 6, boul. de Belfort Tél. (22) 92-34-56
- DE PERONNE - 7, rue des Chanoines Tél. (22) 84-19-70
- DE L'AISSNE - 83, boul. Jean-Bonin, SAINT-QUENTIN Tél. (23) 62-39-16
- DE L'OISE - Pont de Paris, BEAUVAIS Tél. (4) 448-48-11

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE PICARDIE

6, RUE DES AUGUSTINS - B.P. 1010 - AMIENS

TEL. (22) 91.54.43

POURQUOI M'ACHETER??...

- Pourquoi acheter aujourd'hui ce qui coûtera moins cher demain?...
- Pourquoi acheter aujourd'hui un matériel périmé demain?...

Sans durée imposée
louez votre installation téléphonique!!

toutes installations - toutes capacités
TELEPHONIE SELECTIONNEE
35 rue des Messiers - 93100
Montreuil-sous-Bois 857.65.65

Enfin, retrouver un dynamisme économique interne de la région, car l'industrie picarde est celle dépendante de l'extérieur. Il existe tout un tissu d'entreprises régionales, dont, malheureusement, trop peu de responsables pensent région. La régionalisation doit aboutir à une aide à l'entreprise. Entreprises dynamiques, notamment dans le secteur d'avancée comme l'informatique et la télématique.

Enfin, faire vivre les solidarités régionales « même dans une région comme la Picardie, qui estime que les solidarités par rapport aux autres régions ». Le président constate que des villes et des zones d'emploi se portent mal, que d'autres : « Donc, cela implique une planification. Des choix devront être faits. La région ne peut le faire. C'est pourquoi elle souhaite une contractualisation avec l'Etat. »

En 1982, seront mis en place en série d'organismes efficaces : agence régionale de développement économique, qui travaillera en étroite liaison avec l'organisme régional d'aide pour l'aménagement de la Picardie (OREAP) ; une agence régionale de développement culturel (Organeisme régional de la culture) ; une agence régionale de l'énergie, en conformité avec la politique d'économies d'énergie et de développement des énergies nouvelles.

Ces divers instruments, précise M. Dosière, ont été conçus pour être des instruments régionaux mais doivent être élaborés, de concert, d'élaboration d'une politique à vivre en œuvre.

...ont été conçus pour le mieux...
...des hommes et des femmes de...
...région.
...Conseil régional de Picardie est...
...à assurer les responsabilités...
...de la région...
...confier prochainement...
...moteur dans la mise...
...Picardie, d'une nouvelle...
...développement.
...Conseil régional

La Picardie

MAISON DE LA CULTURE

Le « temple » pour ceux qui le méritent

INAUGURÉE en 1968 par André Malraux, la Maison de la culture d'Amiens fut la première construite « de toutes pierres » par l'architecte Pierre Sonnet (1). Son nouveau directeur, M. Jean-Marie Lhôte, qui a pris ses fonctions le 1^{er} janvier, définit ainsi la situation de « sa » maison dans la ville : « Quatre édifices ancrés le centre d'Amiens en se répondant deux à deux : cathédrale et musée du nord au sud ; gare et Maison de la culture de l'est à l'ouest. Les deux premiers lieux pour la méditation et la contemplation, les deux autres sur l'axe des échanges et des rencontres où s'alignent grandes magasins, banques, librairies. La Maison de la culture se présente comme le tronçon de cet axe. D'une certaine manière, elle est, au niveau artistique et intellectuel, l'équivalent symétrique de ce que représente la gare au plan économique et social — encore que rien ne soit si simple, heureusement. Tour à tour, la cathédrale, la gare et le musée ont représenté des événements considérables dans la vie publique. Dernière venue dans la quatuor, la Maison de la culture suscite à son tour interrogations et passions, n'est-ce pas naturel ? »

Jean-Marie Lhôte sait que le travail qui l'attend n'est pas facile. Les cinq premières années d'existence de la M.C.A. — auxquelles il a étroitement participé en tant qu'assistant du directeur de l'époque, Philippe Tiry — ont été les plus brillantes. On venait de loin à Amiens, qui était devenu un lieu

de rendez-vous culturel. Le passage sur les scènes des deux théâtres de pièces d'auteurs contemporains (souvent présents dans la salle), les expositions de sculpture et de peinture inaugurées par les créations eux-mêmes donnaient à Amiens une dimension artistique accentuée par la présence du Ballet-Théâtre contemporain (cinquante personnes à temps plein avec un budget différent de celui de la Maison), dont la renommée ne

Instruments pour consciences intellectuelles

En 1971, Philippe Tiry démissionnait, et, peu après, s'installait à la mairie d'Amiens un maire communiste, M. René Lamps, qui y siège toujours. Dominique Quétier prédisait alors aux destinées de la M.C.A. d'abord proche du P.C., il s'en éloigna petit à petit. Surtout homme de théâtre, Quétier montrait chaque année une pièce, dont certaines furent saluées par la critique parisienne. Il lui fut reproché de sacrifier trop au théâtre aux dépens des autres activités, ce qui n'est pas tout à fait vrai. Ce qui est incontestable, par contre, c'est que la période de folle exubérance des premières années a fait place progressivement à une atmosphère assez morose.

« Il est vrai qu'aujourd'hui le chauffage représente un mois de programmation », remarque en souriant Jean-Marie Lhôte, cinquante-cinq ans, visage rond, crâne chauve, pensée bien carée et clairement exprimée. Pour lui, le problème n'est pas d'argent, il s'agit de savoir ce

qu'une maison de la culture représente, car un tel établissement « cristallise toujours les passions et les intérêts ». Il remarque que le début du fonctionnement de la Maison coïncide avec le départ de l'université du centre-ville vers le campus : « Cette Maison, symbole intellectuel, remplace un symbole intellectuel qui part. » Et il se demande pourquoi on a créé des maisons de la culture, « instruments pour consciences intellectuelles et artistiques », au moment où les universités étaient en pleine crise et ne réussissaient pas à jouer leur rôle.

Afin de bien situer son action, Jean-Marie Lhôte distingue les vagues successives de la vie culturelle en France. Entre 1950 et 1965, c'est le théâtre qui prédomine (le T.N.P., Vilar, la décentralisation dramatique). Il est ensuite suppléé par les expositions (Arts décoratifs, Musée d'art moderne et, plus tard, Beaubourg) et, comme l'architecture est toujours en retard d'une vague, les maisons de la

culture sont construites pour le théâtre, alors que la période « expos » est déjà entamée, période qui atteint son point culminant avec la construction de Centre Beaubourg : « Beaubourg n'est pas un temple de l'art, c'est un temple de la culture. Une civilisation cherche à dominer ce qu'elle ne comprend pas bien. Au dix-neuvième siècle, c'était la botanique, amenée par la colonisation. Aujourd'hui, il n'est plus question de botanique. La culture remplace la nature. On va se promener dans la culture comme on se promenait dans la nature. On se promène dans Beaubourg pour voir un reflet de la civilisation. C'est une sorte de centrale (avec sa tuyauterie) révélatrice sur le plan culturel. »

Amiens est la capitale de la Picardie, et, en tant que telle, a-t-elle une vocation culturelle régionale dont la Maison de la culture doit être partie prenante ? Sur ce sujet, le nouveau directeur a une attitude très prudente, celle de l'homme qui prend du recul avec l'événement.

« Une société respire comme un organisme », commente Jean-Marie Lhôte. Au dix-neuvième siècle, c'était l'espérance. Aujourd'hui, la langue française est en régression. La France se replie sur ses régions. L'animal qui se terre dans son trou, c'est pour y mourir ou pour y guérir. Un repliement sur soi peut être si fort qu'on ne communique plus qu'avec sa propre famille. C'est alors le camp reculé ou le patronage, un retour aux

sources qui ne touche pas les autres, qui ne touche plus personne. Tout le jeu, dans les prochaines années, sera dans ce rapport entre le plan régional et le plan national.

Du point de vue culturel, Jean-Marie Lhôte est catégorique : « Quand on est capable de mettre un nom sur une œuvre à propos d'une région, c'est une œuvre qui n'est pas de premier ordre. » Il n'est pas sûr qu'il s'aille aider à promouvoir l'art : « Je suis toujours étonné de voir un jeune artiste chercher l'aide de l'Etat. Le départ doit être individuel. L'Etat ou les maisons de la culture reconnaissent ensuite ce qui existe. » Concrètement, cela veut dire que :

La stratégie de Jean-Marie Lhôte

S'étant ainsi bien fait prendre de ses éventuels locuteurs, Jean-Marie Lhôte définit le rôle d'une maison de la culture comme devant être prioritairement : théâtre, expositions, cinéma, musique. Il souhaite, une ou deux fois par saison, organiser quelque chose de caractéristique qui pousse au public de se déplacer. Il est passionné par les rapprochements entre culture savante et culture populaire (jeux de cartes, imageries). Il aime faire une exposition sur le 40 parce que cela fait intervenir l'argent et l'histoire d'hommes (conscrits). Il envisage une exposition sur le vie théâtral à Amiens, qui fut très intense, une autre exposition sur l'as-

siète. Une exposition sur l'eau est en préparation. Dans le genre, il y a déjà eu des expositions sur les valeurs d'Amiens et les gares. En attendant, le nouveau directeur fait avertir le programme de la saison établi avant son arrivée. Fin janvier, on pourra voir un « Rabelais » par le Théâtre de la Planchette et le Rose des Vents (mise en scène de Pierre-Edouard Heymann). En mars, des journées cinématographiques sur la tiers-monde sont organisées en collaboration avec le service culturel de la ville.

MICHEL CURIE.

(1) La première maison de la culture en fonctionnement fut celle de Bourges, mais elle était installée dans des locaux anciens.

Un Festival et des hommes

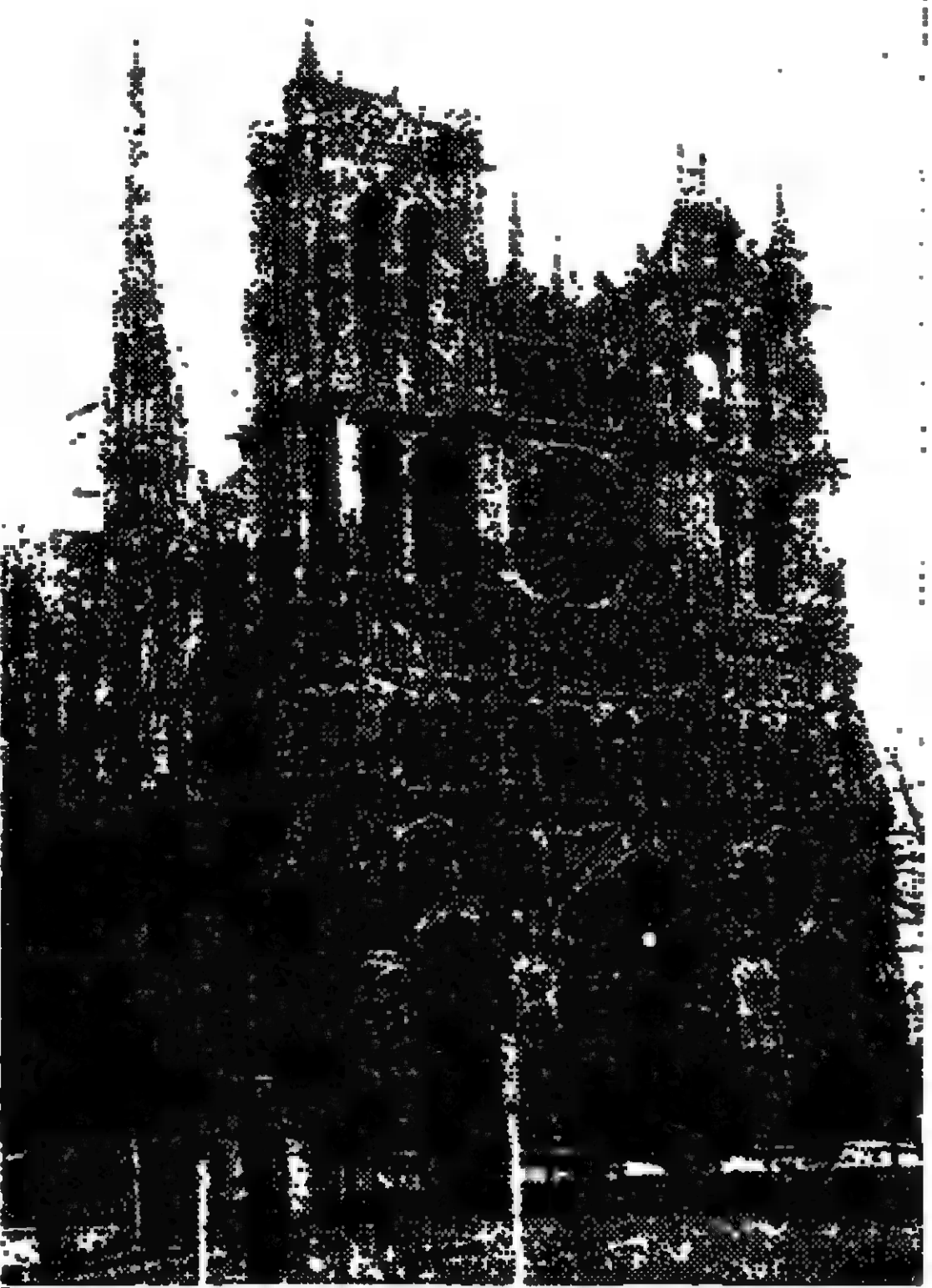
LANCE par la région qui le finance, avec l'aide des trois départements, des collectivités locales et des associations, le Festival populaire de Picardie a été mis en place par l'Association pour le développement culturel en Picardie. Sa première phase s'est déroulée de septembre à fin décembre. Si des manifestations ont eu lieu un peu partout dans la région,

son temps fort de l'automne était surtout axé sur le département de l'Oise. Le printemps sera sur l'Aisne et l'été sur la Somme. Le Festival a été délibérément voulu par des hommes de gauche, qui ont constaté que les inégalités devant la culture « sont d'autant plus difficiles à réduire qu'elles ne sont pas toujours insupportables à des coûts modestes ». Pour eux, l'accès

gratuit à certaines institutions culturelles « n'a pas suffi à modifier les conditions et les caractéristiques sociales de leur fréquentation ». Ils en ont conclu que « l'enjeu d'une politique culturelle nouvelle est donc plutôt de transformer les conditions d'accès à la culture », c'est-à-dire d'en multiplier les lieux d'accueil et de déplacer, lorsque c'est nécessaire, les lieux où la

culture apprend et se pratique. Pour les organisateurs, par exemple ce qui s'est passé l'automne dernier à Creil est exemplaire : un chapitre de mille places installé au milieu des H.L.M. a su attirer l'événement et sensibiliser le public, notamment les jeunes et les travailleurs immigrés. Mais il ne s'agit pas seulement de faire consommer de la

culture ou d'imposer des normes. La loi à atteindre est de créer ou de recréer une vie associative, une convivialité, ce qui veut dire que les groupes sociaux les plus marginaux ou les plus démunis doivent, non seulement avoir accès à ce que l'on appelle culture, mais aussi que la possibilité doit leur être fournie de trouver leur propre mode d'expression.



AMIENS CAPITALE DE LA PICARDIE

Edifiée au point de franchissement de la Somme reconnu le plus favorable, à une époque fort éloignée et qui se perd dans le suif des temps, la ville d'Amiens est située à égale distance de Lille et de Paris. En ce la proximité géographique de la capitale de la France et de la capitale du Nord qui a fait oublier des pouvoirs publics, pendant longtemps, le capitale de la Picardie ?

Toujours est-il qu'Amiens a souffert, devant de nombreuses années, d'une indifférence qui s'est traduite par un retard considérable en matière d'équipements et d'infrastructures. Pendant le dernier décennie, cette indifférence est devenue volonté politique délibérée pour chasser de nos réalisations, il a fallu lutter d'arrache-pied, afin d'obtenir de l'Etat les crédits nécessaires.

Amiens a vu cependant son visage se modifier profondément durant ces dix années : de « ville moyenne de province » — expression à laquelle on se réfère quelquefois pour la désigner, — elle tend de plus en plus à devenir véritablement capitale régionale de la Picardie : elle en a les atouts, il ne lui manquait guère que les moyens...

Située à quelques dizaines de kilomètres de la mer, à mi-chemin entre Paris et Lille, la capitale de la région Picardie — qui comprend les départements de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise — est une ville de plus de cent quarante mille habitants. Important nœud de communications, centre industriel, Amiens est surtout connu pour sa cathédrale, la plus vaste de France, un chef-d'œuvre de l'art gothique du treizième siècle construit par Robert de Luzarches.

Ville « à la campagne », avec une agglomération très restreinte, Amiens propose également au visiteur qui s'attarde son très typique quartier de Saint-Leu — en cours de restauration — ou encore ses hortillonnages, réseau de petits ruisseaux sur lesquels on circule en barque, entre les cultures maraichères.

La ville d'Amiens a vu son visage profondément modifié par l'urbanisme de l'après-guerre : en grande

partie détruit lors du dernier conflit, le centre a été presque entièrement reconstruit. Plus récemment, aux quartiers anciens caractérisés par d'étroites maisons présentant le même aspect extérieur de briques rouges, sont venus s'ajouter trois quartiers neufs à prédominance d'immeubles collectifs : ce sont, au nord, le Pigeonnier ; à l'ouest, Etouvie ; enfin, au sud-est, Henriville.

L'industrie textile et la teinturerie ont longtemps tenu une place importante dans l'économie de la ville. Après avoir connu une récession importante, posant avec acuité le problème de l'emploi, ces secteurs ont été peu à peu supplantés par l'industrie de la chimie, de l'automobile, des bières de consommation.

La proximité de Paris et de Lille, les possibilités de liaison rapide avec la Belgique et l'Angleterre, sont, en effet, des atouts non négligeables

pour une ville dont la population est, en majorité, jeune.

UNE VILLE OU IL FAIT BON VIVRE...

Le visage d'Amiens s'est beaucoup modifié durant ces dix dernières années : pour répondre aux besoins nouveaux en matière de logements, l'extension de la ville a été conçue en liaison étroite avec les habitants ; parallèlement, l'accent a été mis sur une réhabilitation des quartiers anciens visant, avant tout, à éviter le départ des catégories sociales les moins aisées.

La municipalité s'est également efforcée de doter chaque quartier d'équipements sociaux, culturels, éducatifs qui faisaient encore défaut : écoles modernes et fonctionnelles, stades et halles de sport bien adaptés, centres de loisirs nombreux, crèches, ont été répartis à travers la ville de manière équi-

librée, en tenant compte des besoins propres à chaque quartier. Le centre ville n'a pas été oublié : la municipalité s'est efforcée de le rendre plus attractif encore, en tenant plus particulièrement de résoudre le problème du stationnement ; un vaste plan de transports en commun a été mis en place ; le réseau amiennois est aujourd'hui l'un de ceux qui enregistrent le plus fort taux de participation.

...ET UNE VÉRITABLE CAPITALE RÉGIONALE

Capitale de la Picardie, siège de la Préfecture, de la Chambre Régionale de Commerce, Amiens est dotée aujourd'hui de nombreux équipements centraux qui assurent son rayonnement : il en est ainsi par exemple de son Université, de son Centre Hospitalier Régional, de sa Maison de la Culture, de l'École Régionale des Beaux-Arts, de l'École

de Musique, du Musée de Picardie ou d'Art Local.

Et si, dans le passé, Amiens n'a pas obtenu de l'Etat l'attention nécessaire, ni les moyens prévus dans les plans successifs, la capitale régionale est bien décidée à s'en sortir en sorte que maintenant le regard soit rapidement comblé. Signe du changement : de nombreux dossiers intéressant l'aménagement d'Amiens sont aujourd'hui révisés, comme par exemple la rocade-ford-Est, dont la réalisation est annoncée pour 1982-1983. De même, des projets tels la construction de l'usine d'incinération des déchets urbains avec récupération d'énergie, la restauration du quartier Saint-Leu, le réaménagement de locaux du Conservatoire, retiennent maintenant l'attention des pouvoirs publics.

Pour tous renseignements : Hôtel de Ville d'Amiens, tél. (22) 91-49-51.

Artisans font leur

Le monde de l'artisanat est en pleine effervescence. Les artisans font leur... (Text continues with details about the craft sector's activities and challenges.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

Les artisans font leur... (Continuation of the article on the craft sector.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le temps des diplômes sur mesure

« C'est sont les industriels qui ressentent la crise, pas nous », affirme M. J. Morel, professeur au lycée d'enseignement professionnel, à Amiens. Il faut dire que le LEP Montaigne est privilégié : bâtiments, outils et de qualité, spécialités, rares (imprimerie), ou recherchées (métières de l'automobile), dynamisme d'une équipe qui s'efforce d'être à la pointe de la technique et n'a pas peur d'innover. L'avenir est-il au diesel ? On crée une section « véhicules industriels » où vont être formés des spécialistes, très recherchés sur le marché. Les imprimeurs d'Amiens manquent-ils de personnels qualifiés ? On crée — en réaménageant d'anciens vestiaires — une section « véhicules industriels » où vont être formés des spécialistes, très recherchés sur le marché. Les imprimeurs d'Amiens manquent-ils de personnels qualifiés ? On crée — en réaménageant d'anciens vestiaires — une section « véhicules industriels » où vont être formés des spécialistes, très recherchés sur le marché.

Alors ? La crise économique n'aurait-elle aucune incidence sur

l'enseignement professionnel en Picardie ? Si, bien sûr. Comme dans le reste de la France, on observe d'abord moins d'évacuation en cours d'études : les lycéens qui, naguère, abandonnaient leur C.A.P. (à des fins de seules sans attendre pour gagner leur vie, restent aujourd'hui sagement dans leur LEP. « Mais ce n'est pas une motivation pour rendre des études fructueuses », note M. Louis Laité, inspecteur principal de l'enseignement technique d'Amiens. S'il admet une augmentation de la qualité des élèves accueillis dans les établissements techniques, il déplore « une baisse sensible de la qualité » qui tient, d'une part, au mode de recrutement (sélection par l'école) et, d'autre part, à une particularité régionale : « Nous sommes les derniers, en France, pour le taux de scolarisation longue. Les gens d'ici manquent d'ambition et se contentent de formations courtes ».

Les industriels sont dans le bleu

Cette remarque fait bondir M. Jean Chapon, inspecteur de l'enseignement technique à l'Inspection académique de la Somme : « Ce ne sont pas les Picards qui manquent d'ambition, ce sont les structures d'accueil qui manquent pour satis-

faire leur ambition. » Et il en veut notamment à l'administration de privilégier l'enseignement privé : « La motricité curieusement demande l'ouverture d'une section de B.T.S. (2), on la lui accorde, tandis qu'on nous, on la refuse ! » L'inspecteur d'acadé-

mie de la Somme, M. André Grossetête, appuie ces constatations, qu'il étale par des faits. L'académie d'Amiens a la plus forte proportion de matières auxiliaires de toute la France et le plus faible taux de réussite au baccalauréat (19 % de bacheliers par génération contre 34 % pour la moyenne française). M. Laité le reconnaît : « Nous avons un retard considérable en personnels de l'enseignement technique par rapport aux académies du sud de la Loire. » Quant aux établissements — quarante-deux lycées d'enseignement professionnel dans l'académie — il estime que « le réseau est suffisant dans les secteurs ruraux » mais doit être renforcé dans l'Oise, dont la situation de « grande banlieue » entraîne une augmentation démographique perennante.

Que les structures d'accueil soient suffisantes ou non, sont-elles adaptées à l'environnement régional ? Comme partout, les LEP de Picardie forment trop de mécaniciens. « Avec un C.A.P. de mécanique générale, c'est le chômage tout de suite », avoue un professeur de mécanique générale, même chose pour les sections tertiaires (féminines) : secrétariat, dactylo, etc. « Oh y a-t-il des débouchés, on n'y en a-t-il pas ? Qui peut le dire ? », demande M. Laité, l'inspecteur

principal de l'enseignement technique. On forme trop de dactylos, mais quand on en cherche une, on ne la trouve pas ! » Et qu'on ne lui parle pas d'adaptation de la formation aux besoins : « C'est un faux problème ! Les industriels sont incapables de nous dire de quels professionnels ils auront besoin dans deux ans. Ce qui est en cause, c'est la motivation des élèves. » La motivation et le niveau de formation. A part quelques spécialités où l'on recrute toujours à tous les niveaux (métières du bâtiment, chaudronnerie, carrosserie, ou peinture automobile), tout le monde dit : « Le C.A.P., c'est fini ! » On le constate facilement à la cité scolaire d'Amiens où sont groupés — outre un lycée classique — deux lycées

techniques avec LEP « intégrés ». Au lycée Edouard-Gand, par exemple — un ancien collège technique pour jeunes filles — la section « industrie de l'habillement » ne s'en tire que par la qualification et l'innovation. Pour suivre les développements de la technologie textile — notamment aux usines Les Coopers — le chef de travaux, M. Henri Ignacek, a introduit la coupe industrielle au laser. Plus question de former des couturières ou des couturiers à façon. « Jusqu'en 1978, 1979, on plaçait nos ouvrières de fabrication, maintenant c'est fini. Il faut élever le niveau, diminuer les C.A.P. (quinze en moins l'an prochain) et augmenter les B.T.S. (quinze en plus l'an prochain) » que tout le monde s'arrache.

aux élèves du technique de gravir les échelons (C.A.P., B.E.P., B.T.S. (4), B.T.S. et baccalauréat technique). On va créer des classes d'adaptation pour réintégrer le cycle long. On va mettre l'accent sur les « domotiques », qui permettent aux établissements de se donner une image, et donc de valoriser des diplômes qui, autrement, sont sous grand intérêt pour les employeurs. Ainsi, on va créer, au lycée de Péronne, des formations pour la réparation de matériels agricoles ; à Soissons, on va mettre l'accent sur la chaudronnerie et notamment la tuyauterie industrielle ; dans le Vimeux, où la galvanoplastie a une longue tradition, on va spécialiser les mécaniciens dans la découpe et l'emboutissage ; à Reims, on envisage des formations aux métiers de la mer (réparation de coques, acoustique, diesel), etc. Le choix est entre le haut niveau ou la spécialité géographique. En Picardie, où l'urgence fonde les initiatives, l'enseignement technique s'engage dans les deux voies — avec les moyens du bord.

ROGER CANS.

Deux années de B.E.P. avec un an en plus

Au lycée voisin Edouard-Brasay, comme l'explique le professeur, M. Jean Benoit, on a ouvert cette année un brevet de spécialisation de « maintenance en matériel électronique grand public » — autrement dit de réparateur d'appareils de télévision, haute fidélité, etc. Cette année supplémentaire, s'ajoutant aux deux années de B.E.P. (3), va permettre de valoriser sur le

marché du travail des lycéens qui, autrement, se retrouveraient en concurrence avec des milliers d'autres. Il faut toujours à quelque chose en plus, qu'il s'agisse de stages, de spécialisation ou de formation complémentaire.

Les autorités académiques de Picardie l'ont si bien compris qu'elles ont décidé aujourd'hui à multiplier les passerelles (ascendantes) pour permettre

- (1) Certificat d'aptitude professionnelle.
- (2) Brevet de technicien supérieur.
- (3) Brevet d'études professionnelles.
- (4) Brevet de technicien.

FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'OISE

Des artisans font leurs comptes aux cours du soir

Sous le sigle SAGA (Système d'adaptation à la gestion), la Fédération des artisans de l'Oise, en place dans l'Oise depuis trois ans, un système de formation à la gestion. « Une œuvre de solidarité professionnelle », explique l'un des responsables de l'opération, puisque le bâtiment en France est l'un des rares secteurs où aucun diplôme, pas même un C.A.P., n'est exigé du créateur d'entreprises. « Il suffit d'un pinceau et d'une échelle pour devenir peintre », remarque M. Jean Bénédict, secrétaire général de la chambre du bâtiment de l'Oise. Résultat : presque un dépôt de bilan par jour ouvrable. Ce n'est plus au pied du mur qu'on reconnaît l'artisan maçon. Le pragmatisme la gestion s'apparente à la roulette russe. Que faire ? Former bien sûr, mais pas n'importe comment.

Le cours classique, magistral, est dépassé. Les artisans et petits entrepreneurs n'ont pas le temps de se rendre, à jours réguliers, dans un centre. La démarche aussi les intimide. Décidément, grâce au SAGA, la leçon vient eux. Sous la forme d'une visionneuse sonore : des films, des cassettes, des livrets d'exercices des fiches de calcul et des guides pratiques. On emporte tout chez soi et on travaille quand on a le temps. C'est gratuit (la chambre syndicale prend tout en charge) et sans contrainte.

« Cela permet aux couples de travailler ensemble », explique Mme Chantal Goussier, épouse d'un artisan en isolation thermique de Fitz-James, près de Compiègne-l'Oise. « Et puis, on peut revenir en arrière si on n'a pas bien compris. » L'an dernier, elle a suivi les deux premiers cours (appelés modules) de la formation intitulés respectivement : « Le petit de revient d'un chantier » et « Comment calculer les frais généraux par heure travaillée ». Cette année, elle est animatrice d'un groupe d'artisans du secteur, dont la première réunion, celle où a été distribué le matériel pédagogique, a eu lieu à la caserne des pompiers de Compiègne. C'était difficile, se souvient-elle, parce que le « rai-

pas l'habitude de parler en public ; et puis, les artisans d'un même secteur, curieusement, ne se connaissent presque pas. Ils sont aussi en peu timides. Beaucoup sont venus avec leur femme, et puis, à la seconde réunion — celle des résultats, c'était surtout les femmes qui étaient là. »

Grâce au SAGA, Mme Goussier sait maintenant calculer le débourré d'un chantier, c'est-à-dire son coût quotidien. « On sait ce qui est rentable ou pas. » Son mari, chargé du commercial, renchérit : « Grâce au SAGA, on s'est rendu compte que le ramassage du matériel, chaque soir, nous coûtait jusqu'à 7 % du temps ; c'était énorme ; j'ai embouché un magasinier. »

L'apprentissage de la gestion

Pour cet artisan, l'apprentissage de la gestion doit faire disparaître le « sans facture », ou travail noir. « Cela ne rapporte rien à l'artisan », s'exclame-t-il ; au contraire, cela lui fait dans la mesure où il rapporte pas dans son chiffre d'affaires, ce qui fausse les évaluations pour l'établissement de prêts bancaires. La question des frais n'est pas incluse, parce que l'artisan ne le sait pas, comme l'essence, le lieu de travail ou l'embarquement du

matériel. En définitive, un chantier étant terminé, l'artisan ne sait pas vraiment s'il a gagné ou perdu de l'argent. Avec le SAGA, dont les leçons sont concrètes et illustrées de dessins schématisant, il avance les yeux ouverts. Il apprendra, par exemple, avec étonnement, qu'il doit établir le budget de ses frais avant de trouver un marché, alors qu'avant il partait du chiffre d'affaires pour en déduire le bénéfice. « L'une des principales

difficultés de notre métier tient aux aléas climatiques, explique M. Goussier, et on ne parvient à lutter contre ça que par la décomposition du prix de revient. »

Et puis, au terme du cycle de formation, les artisans adhérents du SAGA sont capables d'argumenter avec leur comptable, et, s'il n'est pas sanctionné par un examen ou un certificat, l'artisan est beaucoup mieux armé.

Aujourd'hui, le SAGA s'étend partout en France, explique M. Belloche, secrétaire général adjoint de la chambre syndicale, mais c'est dans l'Oise que nous avons le plus grand nombre d'adhérents ainsi formés. En valeur absolue, le chiffre peut paraître cependant modeste puisqu'il s'agit de cent cinquante environ à la fin de 1981.

Un Groupe d'établissement du bâtiment et des travaux publics (G.E.B.T.P.) de Picardie, dont l'établissement d'appui — sorte de siège social régional — est le LEP du bâtiment, à Beauvais, en propose quatre préparations à des certificats d'aptitude professionnelle par unité capitalisable (CAPUC) dans les métiers d'électriciens d'équipement (Sénat), de constructeurs en béton armé de travaux publics (Saint-Quentin), de maçons (Beauvais), et, le dernier-né, qui est également expérimental à l'échelon

national, de couvreurs, à Beauvais également.

Le CAPUC, « cet extraordinaire instrument de promotion professionnelle des ouvriers », estime M. Robert-Louis Gast, président du G.E.B.T.P. de Picardie, offre la possibilité d'obtenir un C.A.P. en un, deux ou trois modules de trois cent vingt heures chacun selon les acquis du stagiaire. « Mais, voilà un peu moins de dix ans, explique M. Jacques Galot, conseiller en formation continue, le CAPUC était, au début, préparé uniquement en cours du soir, formule qui devenait peu à peu disparaitre grâce à l'application

des lois sur la formation continue et la congé formation. C'est dans cette optique que, depuis février 1981, en Picardie, les CAPUC du bâtiment sont préparés en cours de stages à plein temps. L'un des avantages de cette formule tient au fait que les savoir-faire du stagiaire sont pris en compte, et grâce à une individualisation de la formation, l'adhérent avance à son rythme. Mieux : le stagiaire peut choisir son chemin de formation, grâce à des heures optionnelles. Ce C.A.P. est obtenu par contrôle continu, et ce mode de préparation est en passe de s'étendre à la formation initiale. »

Une grande action pour les migrants

Mais les responsables du G.E.B.T.P. de Picardie n'ont pas voulu en rester là. C'est ainsi qu'en collaboration avec les associations régionales de formation du bâtiment (A.R.F.B.T.P.) de Picardie et de Normandie et le G.E.B.T.P. de Rouen, ils ont mis en place des stages d'alphabétisation pour travailleurs migrants qui vont commencer prochainement à Rouen et à Senlis. Un enseignement de la langue qui utilise comme point d'appui les outils et les matériaux de l'ouvrier. Ces stages permettront aux ouvriers alphabétisés d'accéder ensuite à une formation CAPUC.

D'autre part, les responsables de l'enseignement professionnel du bâtiment sont en train de mettre sur pied, à la demande du ministère de la culture, un brevet professionnel par unité capitalisable (B.P.U.C.) pour la couverture, destiné en priorité aux ouvriers des entreprises travaillant pour les monuments historiques. Le référentiel professionnel qui détermine les niveaux à atteindre est en cours d'élaboration. Ce brevet professionnel devrait être préparé au LEP de Beauvais à partir du printemps prochain.

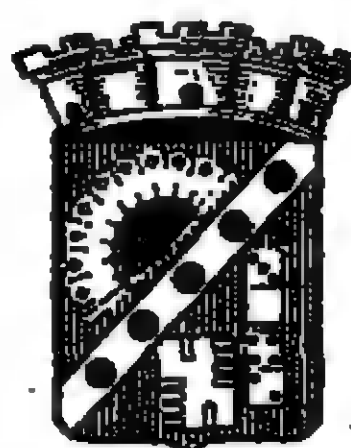
MARCEL LUBATTE.

Méru, la ville des boutonniers ! Pas seulement...

Méru est une petite ville industrielle de 12 000 habitants, située à 45 kilomètres de Paris et 20 kilomètres de Poitiers. Son histoire, c'est un peu celle de la tabletterie, l'apologie de la nacre depuis la fin du XVIII^e siècle. On y travaillait les éventails, les plumes, les dominos et de nombreux accessoires luxueux et délicats qui peuvent se créer à partir de l'os ou de l'ivoire, cela s'ajoutait à la fin du XIX^e siècle l'industrie du bouton qui au terme de ce siècle prendra toute son importance. Mais, depuis, il a fallu

se reconstruire, et, si on y fabrique toujours des boutons, Méru a accueilli depuis vingt ans une quinzaine d'industries réparties sur une zone de 40 hectares. On sait depuis longtemps bien travailler dans notre ville. Les liaisons sont directes avec Paris par la déviation CD 105 vers la N1 et par chemin de fer. Une nouvelle gare marchandise sera construite en 1982 dans la zone industrielle, changements directs des wagons-containers sur camions, un centre de vie réalisé en concertation avec les entreprises apportera des services indispensables pour améliorer la qualité de vie de tous ceux qui travaillent (services sociaux, cantines, infirmerie, etc.). Le Député-Maire et le Conseil Municipal mettent à la disposition des entreprises désirant s'installer 17 hectares d'une nouvelle zone industrielle attenante à la première (usine relais si nécessaire). L'équipe municipale est à la disposition de toutes les entreprises qui souhaiteraient s'implanter dans la cité.

Téléphones : Secrétariat général Mairie (4) 422-30-11 ou AIDE 60 - Comité départemental (4) 445-37-37.



Imaginez votre ENTREPRISE de Demain...

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'OISE

Etablissement Public

...vous aide à la réaliser

6 (4) 448 48 11

La Picardie

AGRICULTURE

« Nous survivons, un point c'est tout »

« C'est que nous sommes ? Mmes Edith Cresson, notre ministre, l'a dit clairement et nettement : des cultivateurs ! Rien d'autre... A nous de juger en quelle estime nous tient notre gouvernement... » Déception, amertume, inquiétude : trois mots-clés pour situer exactement cet agriculteur du pays de Thelle, la grande plaine creuse qui s'étale, dans le département de l'Oise, entre Verzin, Valois et Clermontois.

Pourtant, et il le reconnaît bien volontiers, ce fermier de la nouvelle génération — il a trente-huit ans — aurait aimé, si le mort de son père ne l'avait pas contraint à y renoncer, « faire une grande école, H.E.C. peut-être ». Mais il s'est arrêté après « maths élem ». Pourtant il n'est pas — loin de là — à « mettre au nombre des plus malheureux ».

Qu'on en juge : avec son frère aîné, ils ont repris le domaine familial que leur père avait géré, tant bien que mal, pendant une dizaine d'années après son veuvage. 290 hectares de belle et bonne terre, dont une substantielle seulement ne leur appartenait pas. Leurs six tracteurs labourent chaque année quelque

130 hectares de blé, 65 hectares de maïs, autant de betteraves sucrières et une trentaine d'hectares, enfin, d'escourgeon, l'orge hâtive d'hiver réservée à l'alimentation du bétail. Dans une région où la moyenne des exploitations tourne autour des 75 hectares (1), on peut parler de « grosse ferme ».

Endettés jusqu'en l'an 2002

Alois où le bât blesse-t-il ? « Partout, de tous côtés à la fois. Impossible à qui raisonne sainement d'envoier l'avenir autrement que sombre, très sombre, même... » La conjoncture, d'abord : « A la fois propriétaires et locataires, nous allons être inévitablement placés devant le fait accompli ; il y a plusieurs mois déjà, la plupart des propriétaires auxquels nous louons nous ont fait part de leur intention de vendre, plutôt que de se

laisser laminer par le nouvel impôt foncier. Il va falloir faire face, c'est-à-dire... acheter. A 30 000 francs ou 35 000 francs l'hectare, vous pouvez imaginer le prix vertigineux des additions ! Mon frère et moi nous sommes déjà endettés jusqu'en l'an 2002. Comment vivre ? »

Autre sujet d'inquiétude, le ciel. Il s'en explique : « Depuis trois ans, nous avons bénéficié de récoltes non pas « exceptionnelles », mais, en tout cas, très

satisfaisantes. Cela ne peut durer éternellement. Or, maintenant, nous vivons dans la crainte d'une année mauvaise, car une année mauvaise, c'est tout simplement la catastrophe imparable, pour tout le monde, petits, moyens ou gros exploitants. Nous survivons, un point c'est tout. »

A ce propos, mieux vaut ne pas évoquer, sous peine de déclencher sa colère, la politique des aides gouvernementales. Un sujet épineux : « L'impôt sécheresse ? Mais moi, écoutez bien, je l'ai payé deux fois ! La première en ma qualité de citoyen, comme les autres Français, au titre de l'entraide nationale. Et une deuxième, puisque j'ai été imposé sur le chiffre d'affaires ! Au bout du compte, ce fameux impôt sécheresse m'a coûté 80 % de plus que l'imposition « normale » à laquelle j'aurais dû être soumis. » Quant aux aides que le gouvernement s'ap-

prête à distribuer, il les jugera d'un seul et définitif haussement d'épaules : « 6 milliards de francs, cela signifie quoi ? 2 000 francs par tête d'agriculteur, pas même le prix d'un cyclomoteur. Faut-il en rire ou en pleurer ? »

A présent, il évoque les prévisions de M. Cresson. « Les seuls que nous aurions voulu garder, c'étaient Chirac. Un homme qui nous a énormément déçus, qui nous avait compris. » Un ministre « efficace, et énergique, que ce soit à la table du conseil des ministres, à l'Elysée ou à celle de l'Europe agricole, à Bruxelles ». Justement, si on parlait du Marché commun ? « Au départ, nous y avions cru, très sincèrement, parce qu'il ouvrait des débouchés inespérés. » Mais aujourd'hui, « avec la politique des échanges, plus celle des montants compensatoires, et d'un tas d'autres aménagements, c'est bien fini ». Et à cela il fait ajouter encore : « Le fait que la France est le seul pays européen à n'avoir pas compris qu'il fallait, à notre époque, livrer des produits finis. Les Allemands, les Belges, les Italiens, les Hollandais, eux, l'ont compris en temps voulu, pour se mettre aussitôt à l'heure des industries agro-alimentaires, tandis que nous allons chercher à la gare un produit fini que nous y avons livré brut... »

Quant au fameux « vous vivez tout de même sur la propriété, non ? », que tant d'agriculteurs s'entendent rabâcher par des citadins peu avertis des réalités actuelles, il le gommara d'un seul coup : « C'est une vue de l'esprit. Même un simple potager familial n'est plus rentable à compter du moment où il faut payer en électricité, en engrais, en produits phytosanitaires, en produits vétérinaires, en produits vétérinaires, en produits vétérinaires... »

Mais qui paiera les 2 240 millions de francs de la réalisation (650 millions pour Cambrai-Saint-Quentin, 1 590 millions pour Saint-Quentin-Reims) ? Déjà concessionnaire de Paris-Lille-Valenciennes (A 1-A 2) et de Metz-Strasbourg (A 32-A 34), la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) s'est vu confier la concession de la A 26. Mais le ministre des transports a engagé une réflexion qui doit, d'ici à l'été prochain, déboucher sur une nouvelle politique du financement et des concessions des autoroutes. On ne connaît qu'après les bailleurs de fonds de l'autoroute picarde dans on ose espérer qu'elle abordera alors, enfin, sa dernière ligne droite.

JAMES SARAZIN.

ROUTES ET VOIES NAVIGABLES

La traversée du désert

La Picardie, c'est déjà un peu le plat pays. Vingt siècles d'invasions ont éliminé tout ce qui n'était pas facilement conquerrable. Pourtant, le plus petit coup d'œil sur une carte de la région suffit à découvrir que les technocrates aménageurs n'ont pas aussi bien réussi que les hordes barbares. On du moins qu'ils n'ont pas eu le même souci puisqu'ils lui ont refusé les voies de communication modernes qu'ils ont généreusement essaimées ailleurs.

Quelques kilomètres d'autoroute (la A 1), un morceau de réseau ferré essentiellement tourné vers Paris, des nationales qui maintiennent la capitale arriérée à plusieurs heures de ses frontières, enfin, des voies navigables qui eussent à peine surpris Colbert, composent le tissu — lâche — d'irrigation des trois départements.

Préjudiciable pour la vie locale elle-même, cette carence fait aussi de la région un obstacle, un trou dans lequel viennent s'abîmer les grandes liaisons interrégionales françaises et européennes. Pendant des lustres, la malédiction semble s'être abattue sur les grands projets dans lesquels la région a vu, à juste titre, le moyen de se désenclaver : autoroute A 26, liaison fluviale Seine-Nord, etc. Les grands espoirs sont demeurés dans les cartons. Le nouveau pouvoir a

promis d'y remédier, mais il demande à revoir les études, à réfléchir, à échauffer des solutions financières. Et la Picardie attend toujours.

La liaison Seine-Nord est le gros morceau du programme. Son coût pourrait avoisiner 3,6 milliards de francs. Mais sa réalisation supprimerait l'incompréhensible bouchon qui, entre Compiègne et Cambrai, interdit aux convois lourds (3 000 tonnes) de rallier le bassin de la Seine à partir de la Belgique et réciproquement. Entre ces deux villes, en effet, n'existe qu'une portion d'Oise non aménagée que prolongent, après Noyon, deux canaux à peu près parallèles : à l'Est, celui de Saint-Quentin, qui date de Napoléon I^{er} et ne peut supporter que des péniches de 350 tonnes ; et, à l'Ouest, le canal du Nord qui a été achevé en 1968, aux dimensions prévues pour lui en 1893 (700 tonnes). Les liaisons fluviales vers l'Est ne sont d'ailleurs pas plus aisées : le sillon Compiègne-Reims par l'Aisne et le canal de l'Aisne à la Marne n'admet que des bateaux de 250 tonnes.

D'où l'idée de mettre à grand gabarit les liaisons de Compiègne vers Valenciennes et vers Reims. Pour la première, il faudrait donc moderniser soit le canal de Saint-Quentin, soit le canal du Nord. La première option est,

a priori, la plus coûteuse. Mais la fermeture à la navigation pour la durée des travaux (plusieurs années) du canal du Nord — le plus « performant » — aurait, à l'inverse, des conséquences redoutables sur l'économie générale de cette voie d'eau en détournant une bonne partie du trafic vers le rail et le route.

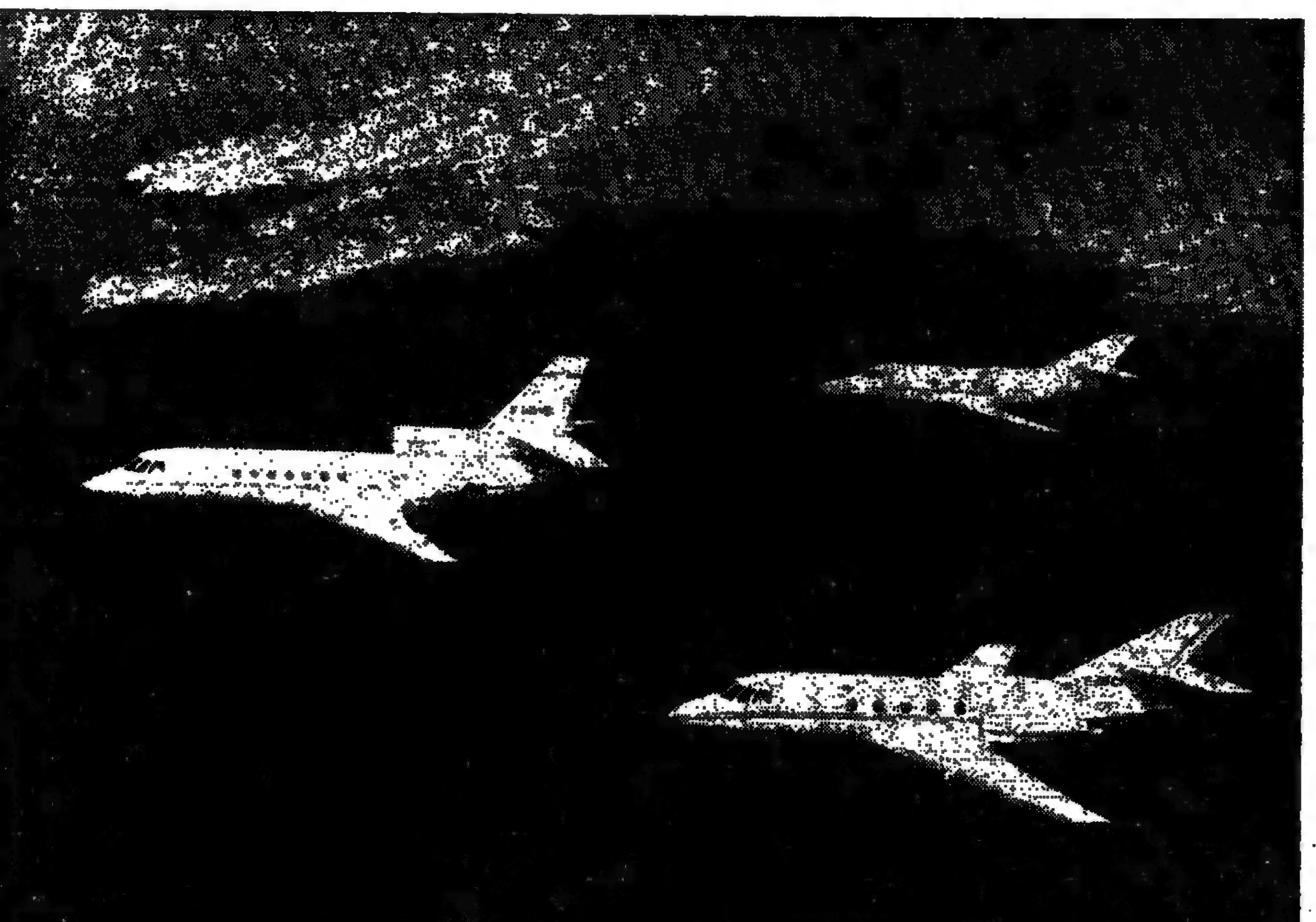
Les deux tracés ont fait l'objet d'âpres discussions. C'est que, de Chauny à Ham et de Pérois à Saint-Quentin, on attend du canal quelques retombées industrielles. Mais quel qu'en soit le prix — 2,5 milliards de francs dans un cas, 1 milliard de plus dans l'autre — le projet pose d'abord un problème de financement. Fin 1980, après dix ans de palabres sur l'opportunité et la rentabilité de tels travaux, on s'acheminait vers une participation de l'Etat à hauteur de 50 % et des régions pour 25 %, le reste étant apporté par des banques en échange de garanties sur les péages. Le nouveau gouvernement a demandé une étude complémentaire du projet, qui doit lui être remis avant la fin du semestre.

L'autoroute Calais-Reims (A 26) connaît-elle moins de vicissitudes ? 76 kilomètres (sur 200) sont actuellement en service entre Saint-Omer et Arras. Avant la fin de cette année, la A 26 s'enrichira de 36 kilomètres et atteindra Cambrai. Le reste,

les 121 kilomètres de Cambrai à Reims, et notamment toute la partie picarde de l'autoroute, qui ralliera Saint-Quentin et Laon, ne sont encore que pointillés. Au cours de sa visite dans la région, à la fin de l'an passé, le ministre des transports, M. Charles Fiterman, s'est engagé à conduire cette liaison à bonne fin. D'ailleurs, dans l'Aisne, les remembrements et les acquisitions foncières vont bon train, tandis que la loi de finances prévoit des crédits d'étude pour 1982.

Mais qui paiera les 2 240 millions de francs de la réalisation (650 millions pour Cambrai-Saint-Quentin, 1 590 millions pour Saint-Quentin-Reims) ? Déjà concessionnaire de Paris-Lille-Valenciennes (A 1-A 2) et de Metz-Strasbourg (A 32-A 34), la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) s'est vu confier la concession de la A 26. Mais le ministre des transports a engagé une réflexion qui doit, d'ici à l'été prochain, déboucher sur une nouvelle politique du financement et des concessions des autoroutes. On ne connaît qu'après les bailleurs de fonds de l'autoroute picarde dans on ose espérer qu'elle abordera alors, enfin, sa dernière ligne droite.

JAMES SARAZIN.



LES AVIONS D'AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ
des AVIONS MARCEL DASSAULT

LA CHASSE

Tireurs...

et protecteurs

De Fort-Mahon à Marquise, du chenal de l'Aulh à la frontière de la Seine-Maritime, le côté picard court sur près de 40 kilomètres. Une telle façade maritime de situation géographique idéale pour les chasseurs, c'est l'assurance que les migrants passeront et séjourneront même, pour peu que le proche arrière-pays offre aussi gîte et couvert à ces grands navigateurs que l'on appelle canards, bécasses, oies, pluviers, vanneaux, sarcelles...

La liste serait longue de ces oiseaux qui chaque année empruntent les routes qui les mènent, par la côte, du nord vers le sud, d'Europe aux rives d'Afrique, quand le froid se fera sentir ; puis du sud vers le nord, quand le printemps s'annonce. Or voilà sur leur chemin un havre pas encore trop mis à sac, avec son littoral bas, marécageux, ses haies, sa campagne truffée de marais et d'étangs, de mares et de moulins. De l'eau partout, saignée, saumâtre mais douce aussi, indispensable après un long voyage. Le rêve pour un canard qui n'a rancuné depuis le paradis des Pays-Bas qu'une saison intensive, fumée d'usines, voies ferrées, agitation, bruit et hydrocarbures. L'escalade idéale en quelque sorte.

Le rêve pour les sarcelles... mais aussi — contrepartie — le rêve pour les saugreneries. Bais de Somme, baies d'Aulh, quel chasseur à la botte ou du giblon n'a pas entendu parler d'elles ? A l'heure où court la mer vers la terre, l'aisant lever vers les rives boccalées, huîtres, macrures, canards plongeurs ne voient pas, quelle merveille ! Plus de trois cents espèces sont ici représentées, les deux tiers de l'avifaune d'Europe.

Aussi peut-être est-ce la raison pour laquelle les chasseurs d'ici, ceux de la baie d'Aulh, ceux de la baie de Somme, ceux de Cayeux-Mers, comme on dit, sont plus conscients qu'ailleurs, plus vigilants, plus actifs. Ceux que l'on a si souvent décriés, si souvent accusés de violer tout leur, de ne vouloir que remplir leurs congélateurs, les voilà faisant ouvrir une réserve nationale de 19 000 hectares, multipliant le garderie, repeuplant en coverts reproducteurs estuaires et prairies humides, animant une exposition permanente consacrée à la faune et à la flore, participant aux études scientifiques entreprises sur l'avifaune migratrice. Et cette journée nationale de nettoyage des baies et rivières qui aujourd'hui s'est étendue à tout le littoral français, qui l'année dernière, sinon les associations de chasseurs du domaine public maritime ? Et sait-on dans quel état un an de tourisme intensif peut laisser les côtes d'un pays, quel poids de détritus, de boîtes de conserves, de papiers gras cette représente ?

Toutes choses à savoir quand on rencontre ces fous vêtus de kaki, leur toile de tente roulée sur le dos, leur fusil à la main, aller s'enterrer dans le vent qui lève du côté du Cotentin et de Saint-Valéry pour attendre l'oiseau qui viendra du nord.

CLAUDE LAMOTTE.

★ Pour tous renseignements : Association picarde des chasseurs de gibier d'eau du département de la Somme (Association affiliée à l'Association nationale des chasseurs de gibier d'eau). B.P. 2280710 Fort-Mahon.

LES RÉSERVES ET REFUGES

Outre la réserve de chasse maritime limitée par les communes de Saint-Quentin-Tourmentin et du Cotentin, et qui s'étend donc sur 7 kilomètres de côte, donnant refuge à un nombre important d'espèces, il existe dans le département de la Somme : — une réserve de chasse appartenant à la commune de Saint-Quentin déjà citée ; — une réserve de chasse maritime qui s'étend sur 19 kilomètres et sur 12 000 hectares entre les communes de Grépy, Fort-Mahon Plage, Quend, Saint-Quentin-Tourmentin ; — une petite ornithologique ouverte au public, gérée par l'Association Marquenterre-Nature et implantée sur des terrains conquis sur la mer ; — une réserve de chasse fluviale, sur l'Aisne, l'Ancre et l'Escaut ; — une réserve sur le canal de la Somme et la rivière de Somme canalisée.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) La Picardie, ouvrage publié sous la direction de René Duvigneau. Les Editions d'Organisation (Paris, 1981).

Le souvenir de l'O.R.T.F.

groupe ex-C.R.T.F.». Dans un communiqué du 5 janvier, la C.F.D.T. s'abstient de tout commentaire et se contente de relater la séance de la veille. Certains de ses membres confient cependant leur relative satisfaction bien que leurs vœux aillent dans le sens d'une convention collective nationale englobant aussi le secteur privé. Enfin, le S.N.J. réagit lui aussi plutôt favorablement, espérant y voir l'annonce de « passerelles » possibles entre les différents secteurs.

L'idée d'un grand service public de la radio-télévision vient-elle à bout de corporatismes pesants parous au sein de l'audiovisuel ? M. Filhol semble avoir bon espoir.

ANNICK COJEAN.

KOR

leur décapitée
« interruption. Je ne travaille pas cette matinée, les routes, le »

« montre les qui occupent régime social que s'in- résistent, de la anuels accout- du specta tionnelles par- tionnaires »

« sées du Ballet de Phœnix, le ten- comme, au anouk, font vit les sens. de d'Angkor, ras et sou- de la guerre, de nature, est sur la civilisa- sion pour le ment de la France Mais, en ne aspect des ne risque- rner en inen- »

P. de B.

UNE GRÈVE À LA S.F.P.

PERTURBE LES PROGRAMMES

DU WEEK-END

La grève des techniciens de la vidéo mobile de la S.F.P. n'aura pas duré longtemps. Commencée le jeudi 7 janvier, elle s'est terminée le lendemain vendredi, à 14 heures, mais ce conflit-surprise, qui porte au départ sur la revalorisation des primes de repas, a réussi à perturber les émissions du week-end, rendant en effet impossibles les répétitions de la nouvelle émission Michel Drucker, « Champs-Élysées », dont la diffusion, samedi soir sur A 2, se trouve ainsi annulée, ainsi que celle de « Toute une vie dans un dimanche » de Patrick Sabatier, prévue dimanche après-midi sur TF 1 (avec Michèle Morgan comme invitée).

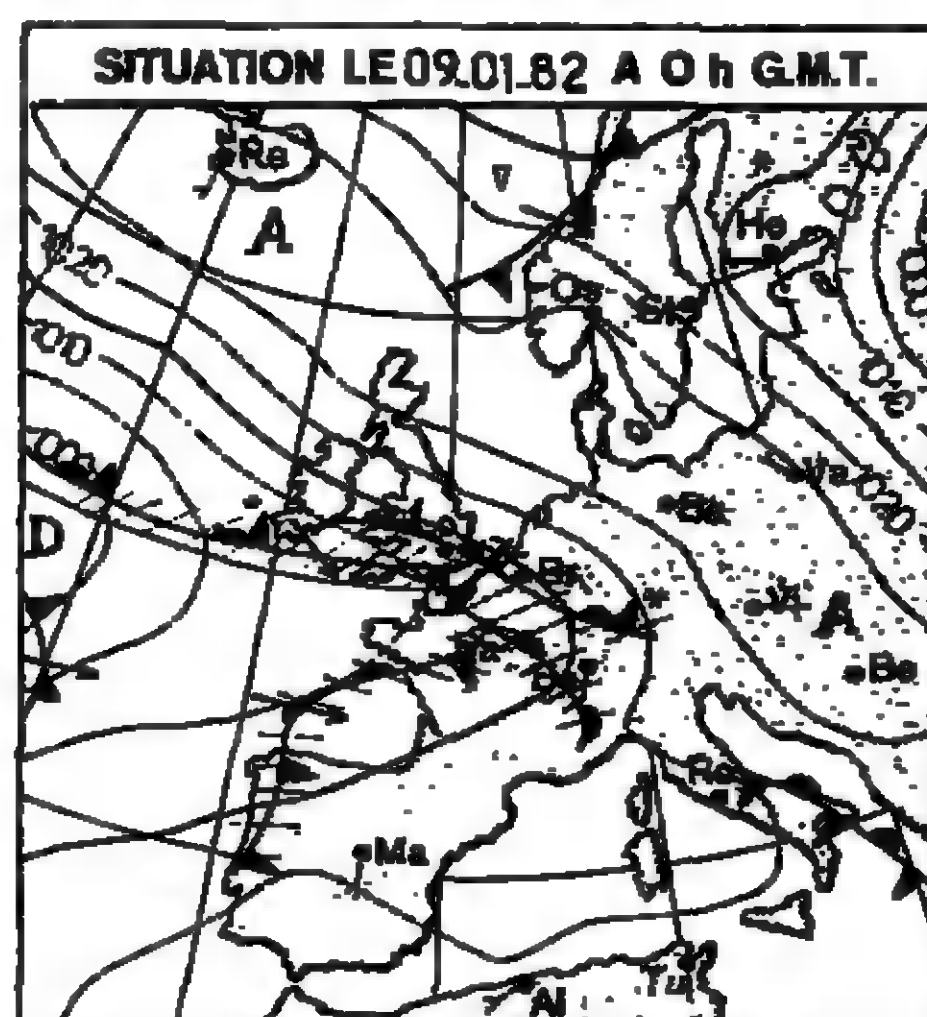
C'est à la suite d'une réunion inter-syndicale avec M. Bertrand Labrusse, président-directeur général de la S.F.P., et après avoir entendu les propositions de la direction, que les responsables de la vidéo mobile ont décidé d'arrêter leur mouvement, souhaitant arriver à un règlement négocié de l'ensemble des problèmes qui, disent-ils, « vont bien au-delà d'une simple divergence sur le taux de remboursement des frais de mission ». C'est ainsi que, en plus de l'augmentation de la prime de repas, ils veulent faire passer de 35 à

La grève des techniciens de la vidéo mobile de la S.F.P. n'aura pas duré longtemps. Commencée le jeudi 7 janvier, elle s'est terminée le lendemain vendredi, à 14 heures, mais ce confit-surprise, qui porte au départ sur la revalorisation des primes de repas, a réussi à perturber les plans d'urgence de la S.F.P. en effet impossibles les répétitions de la nouvelle émission de Michel Drucker, « Champs-Élysées », dont la diffusion, samedi soir sur A 2, se trouve ainsi annulée, ainsi que celle de « Toute une vie dans un dimanche » de Patrick Sabatier, prévue dimanche après-midi sur TF 1 (avec Michèle Morgan comme invitée).

C'est à la suite d'une réunion inter-syndicale avec M. Bertrand Laroche, président-directeur général de la S.F.P., et après avoir entendu les propositions de la direction que les personnels de la vidéo mobile ont décidé d'arrêter leur mouvement, souhaitant arriver à un règlement négocié de l'ensemble des problèmes qui, disent-ils, « vont bien au-delà d'une simple divergence sur le taux de remboursement des frais de mission ». C'est dans un climat de l'augmentation de la prime de repas qu'ils veulent faire passer de 35 à

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



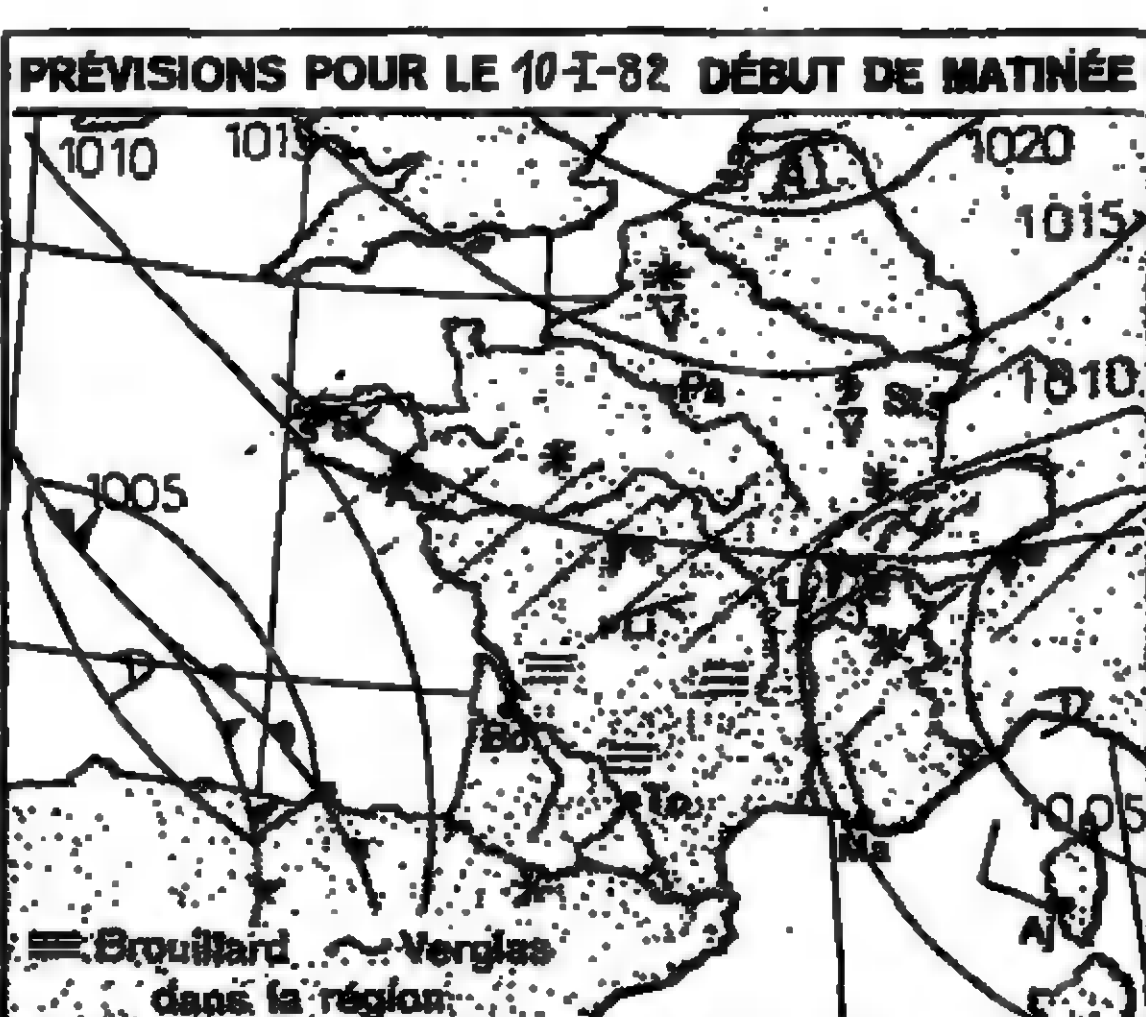
Evolution probable de temps en France entre le samedi 9 janvier à 00 heures et le dimanche 10 janvier à 24 heures :

Les hautes pressions continentales dirigées des masses d'air froid et la perturbation pluvio-neigeuse qui stagnait sur le nord et l'est de notre pays régressera vers le Centre tandis qu'un flux océanique doux et pluvieux circulera de l'Atlantique à la Méditerranée.

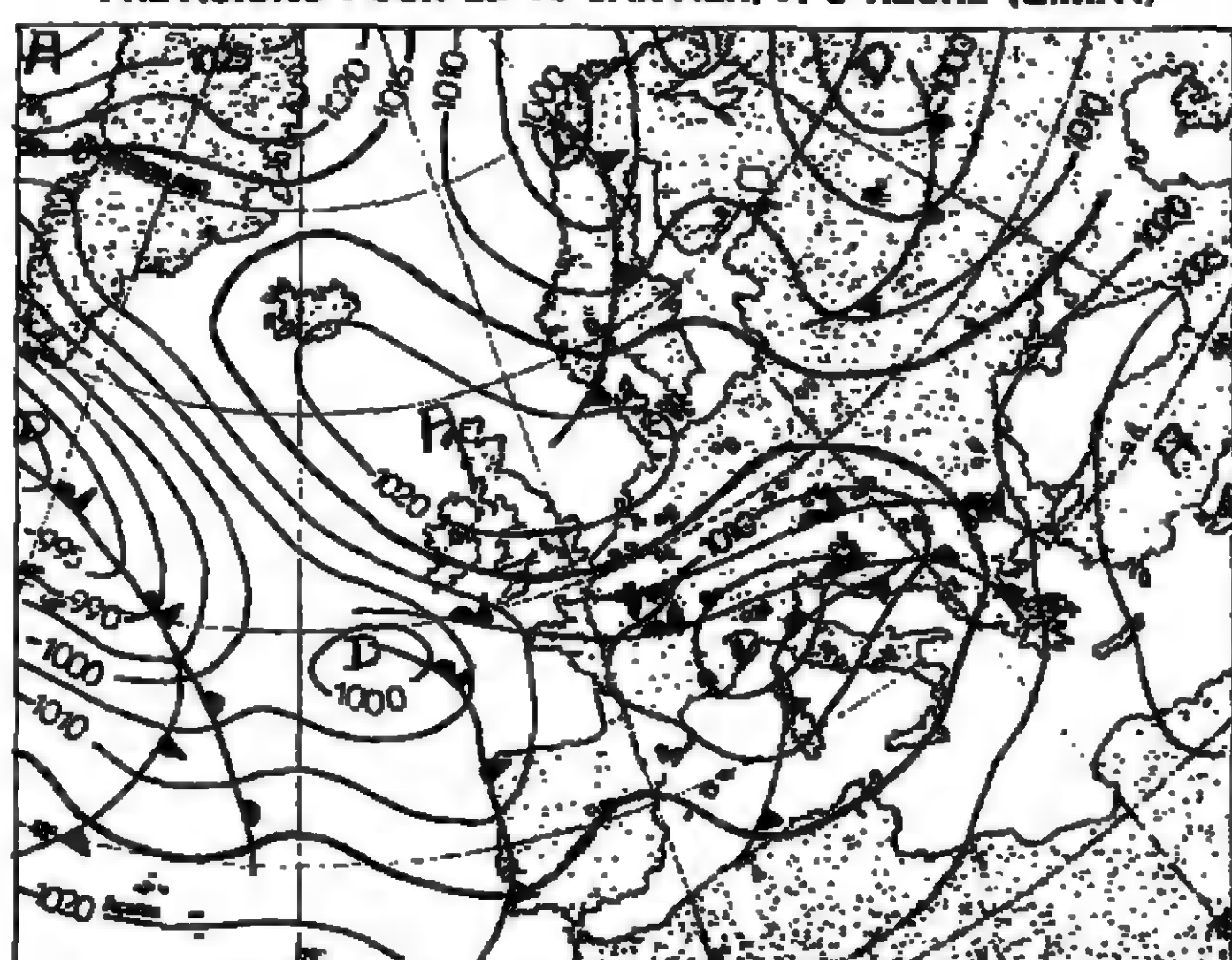
Dimanche, une zone de pluies verglaçantes et suivies de chutes de neige éparpillées se situant le matin de la Normandie et de la Bretagne au Bassin parisien, aux Vosges et au Jura s'étendra dans la journée au nord du Massif Central et des Alpes tandis qu'un temps plus froid et sec s'établira du nord de la Seine à la Champagne et à l'Alsace ; sur ces régions, les vents orientés au nord-est seront assez forts, sur les régions méridionales le temps restera doux, brumeux le matin en plaine ; des pluies abondantes les côtes de l'Atlantique en matinée progresseront vers l'est pour atteindre la Méditerranée le soir ; des chutes de neige se produiront en altitude sur les Pyrénées, les vents de secteur ouest se renforceront près des côtes, les températures maximales seront en baisse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 9 janvier 1982 à 7 heures de 1 009,7 millibars, soit 757,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 janvier) : Ajaccio, 15 et 4 degrés ; Biarritz, 19 et



PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



14 : Bordeaux, 17 et 6 ; Bourges, 10 et 8 ; Brest, 11 et 10 ; Caen, 6 et 4 ; Clermont, 9 et 8 ; Clermont-Ferrand, 14 et 8 ; Dijon, 0 et 0 ; Grenoble, 5 et 2 ; Lille, -2 et -5 ; Lyon, 6 et 5 ; Marseille-Mariniane, 11 et 5 ; Nancy, -5 et -5 ; Nantes, 12 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 10 et 8 ; Paris-Le Bourget, -1 et -1 ; Pau, 21 et 6 ; Perpignan, 12 et 7 ; Rennes, 9 et 8 ; Strasbourg, -4 et -5 ; Tours, 10 et 11 ; Toulouse, 17 et 5 ; Poitiers-Poitou, 26 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 9 degrés ; Amsterdam, -4

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

STAGES

AU CENTRE RECHERCHE. - Le Centre de documentation Recherche organise les stages suivants à Paris : Expression corporelle analytique premier degré, avec J. Le Du, du 11 au 14 février ; Initiation à la lecture structurale des textes avec applications à l'évangile, avec A. Fossion, du 31 mars au 3 avril ; L'Église et les droits de l'homme, avec L. de Vaucelles, du 31 mars au 3 avril ; Signification humaine des vœux : notre rapport à la sexualité, à l'argent, etc., avec J. Le Du, du 31 mars au 3 avril.

* C.D.R., 106 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 222-07-48. (Joindre un timbre.)

TEMPS LIBRE

TENNIS A LA CARTE A RUEIL-MALMAISON. - Un choix de dix programmes de tennis à la carte, pour débutants ou initiés souhaitant se perfectionner avec des moniteurs, est offert par un nouveau club de tennis, qui vient de s'ouvrir à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Des formules plus classiques d'adhésion à l'année sont aussi possibles sur cinq courts en terre battue et quatre courts en « dur ».

* Club Domaguez. Tél. : 708-37-38.

TRANSPORTS

VU DU TRAIN. - Quatre nouveaux guides Vu du train viennent d'être publiés par France-Rail, filiale de la S.N.C.F. Les voyageurs empruntant les trains rapides des lignes de Paris à Strasbourg, de Paris à Lille et de Paris à Toulouse, et les T.G.V. de la ligne nouvelle de Paris à Lyon pourront disposer gratuitement de ces guides dans lesquels ils trouveront des indications touristiques, historiques ou économiques sur les régions parcourues, les villes traversées, les sites ou édifices situés à proximité des lignes, présentant un attrait particulier.

Le premier guide Vu du train, à l'usage des voyageurs de la ligne Paris-Bordeaux, avait été édité en septembre 1980.

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Où en est la discipline ?

Si dans un lycée de Strasbourg il y a en moyenne une vingtaine d'élèves « collés » par semaine, dans un établissement de la banlieue bordelaise, l'administration reconnaît que les « collés », qui figurent toujours au règlement intérieur, ne sont pas misés sur le succès. En fait, la sanction est de discipline la discipline est grande entre les différents lycées et collèges de France. Les mêmes faits n'entraînent pas ici ou là les mêmes sanctions : « Beaucoup d'établissements scolaires flottent selon leur recrutement, celui des élèves et celui des professeurs, selon l'état de leurs locaux et les conceptions de chef d'établissement entre la tolérance et la discipline », explique Marc Coutty dans l'enquête du Monde de l'éducation consacrée à la discipline.

Les collaborateurs du Monde de l'éducation ont visité des écoles, des collèges, des lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.), des lycées du nord au sud de la France. Ils ont découvert des écoles où les maîtres ont encore la main levée, d'autres où adultes et enfants élaborent en commun des « règles de vie ». Ils ont écouté parler des élèves de L.E.P. qui se plaignent que leur établissement, « c'est la tôle » ; d'autres qui vantent les mérites des professeurs d'attitude et du travail par petits groupes autour des machines. Ils ont aussi suivi des collégiens qui, entre les transports scolaires, les cours et la cantine, passent près de dix heures hors de chez eux dans la nervosité, le bruit et qui parfois ont envie de crier, de hurler ou « de faire les imbéciles ».

De ce voyage dans les établissements scolaires, Marc Coutty revient avec l'impression que le chahut préparé et organisé a fait place au désordre, à l'excitation. Cette attitude est plus le résultat de rythmes scolaires mal adaptés ou du rejet de l'école par des élèves qui n'arrivent pas à s'intégrer dans un système qui n'est pas fait pour eux.

Dans les lycées, les élèves plus âgés « décrochent » et préfèrent s'absenter d'un cours ou même plus longtemps. On est loin des chahuts, des plaisanteries ou des canulars qui rassemblent une partie de la classe, ou de l'établissement, contre un professeur ou un interdit de l'administration. Fatigués ou indifférents, les élèves sont nerveux ou absents. Ils contestent quelquefois un règlement qu'ils jugent trop sévère, mais la plupart du temps ils préfèrent se réfugier « en marge », s'évader au propre ou au figuré.

Face à cette situation, les enseignants se sentent bien isolés : « Peu ou pas préparés par leur formation à affronter les problèmes posés par la vie scolaire, ils comprennent mal qu'on leur demande d'être, surtout dans les collèges, plus que des enseignants : des éducateurs. » Alors pour les mêmes faits certains sanctionnent, d'autres pas. La majorité tente de composer avec les élèves et s'use tous les jours dans des combats d'usure où il s'agit de ne pas perdre la face. Et puis les enseignants s'ennuient à pleurer se retournent contre les autres, parents ou administration, responsables de tous les maux.

Une administration qui a bien changé depuis 1968. Provisaires, censeurs et conseillers d'éducation, mieux formés et mieux adaptés à leur fonction, tentent de prêter l'éducation à la responsabilité. On ne parle plus guère d'autodiscipline du côté des responsables de la vie des établissements. On préfère employer le terme de « contrat éducatif » qui lie les élèves et l'administration et « place tout le monde en situation de responsabilité ». Mais dans bien des établissements l'arsenal des sanctions demeure. L'indiscipline ou l'insuffisance de travail deviennent des motifs de punition et l'exclusion temporaire une nouvelle menace qui pèse sur les élèves.

Des élèves qui ne s'insurgent plus et qui s'efforcent de ne jamais aller trop loin pour ne pas encourir le châtiment suprême. Un équilibre à peine reconnu s'établit ainsi. Un équilibre qui est source de tension pour les enseignants et qui ne présente guère d'intérêt pour les élèves.

* Le Monde de l'éducation, n° 79, janvier 1982, 9 F.

PARIS EN VISITES

MARDI 12 JANVIER

* Musée de la cristallerie de Baccarat, 15 h 30 bis, rue de Paradis (Approche de l'art).
* Montmartre, 15 h, métro Abbesses (Connaissance d'un quartier).
* Hôtel de Clugny, 15 h, 12, rue de Poitiers (M° Flandre).
* Musée de l'orfèvrerie Christofle, 15 h, métro Saint-Denis - Porte de Paris (M° Hagar).
* L'Opéra, 13 h 30, entrée (P.-Y. Jadel).
* Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
* L'île de la Cité, 12 h 30, métro Cité (E. Romann).
* Le Marais, 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

MARDI 12 JANVIER
15 h : salle des fêtes de la mairie du XVI, M° Saint-Germain : « Les impressionnistes ».
17 h 30 : 55, rue de Varenne, M. J. Salomon : « La résistance sociale au changement technologique » (Futuribles).
18 h 30 : 7, rue de la Bienfaisance, Père D. Olivier : « Luther et la foi » (Amis judéo-chrétiens de France).
20 h 30 : 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, M° Thibaut : « Hans Memling ».

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4887-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 562 F 1 241 F 1 628 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 607 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) reçoivent leur journal en avance à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impératrice.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 9 janvier 1982 :

UN DÉCRET

● Modifiant le code des marchés publics.

DES ARRÊTÉS

● Fixant le seuil au-dessous duquel les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent conclure des marchés négociés ;
● Fixant les taux de cotisations du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents de travail et les maladies professionnelles pour 1982 et la part des ressources affectées à chaque catégorie de charges de ce régime ;
● Portant organisation des classes de première et des classes terminales des lycées ;
● Portant organisation et horaires, dans les classes de première et les classes terminales des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat de l'enseignement du second degré ;
● Portant interdiction de publicité relative aux objets, appareils et méthodes présentés comme bénéfiques pour la santé ;
● D'administration au concours de sous-directeur des services pénitentiaires ;
● Des élèves de l'école supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique ayant obtenu en 1981 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

DES LISTES

● D'administration au concours de sous-directeur des services pénitentiaires ;
● Des élèves de l'école supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique ayant obtenu en 1981 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jacques Pauvert, directeur de la publication,
Claude Julien.
Imprimerie
du Monde
5, rue des Italiens
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3100

HORIZONTALEMENT

I. Arme blanche de la guerre froide. Lettre grecque. — II. Gros pied sous lequel certains font le pied de grue. Garantis tout fait main. — III. Elle est impressionnée par de forts caractères. Accuse l'effort. Le supplice de la...
IV. Article.
V. Parapluie à deux manches. Qui coupe court à toute spéculation. — VI. On le dit par reconnaissance ou l'implore avec rancœur. Quand on est hors d'elle, on risque de se faire mettre dedans. Il est vain de vouloir enlever ses aiguilles. — VII. Prit un bouillon après avoir passablement écumé. Pour qui les choses pourraient tourner au tragique faute de se voir prises au sérieux. — VIII. Lit pour jumelles. Cruches au sommet érigées. — IX. Telle la première vedette d'un muet qui, cependant, ne manquant pas de débit. Mot de la fin pour un célibataire. — X. Unités de mesure. Qui, ayant horreur des coups de feu, ne s'enflamment jamais. Vivant témoignage de la politique antiségrégationniste. — XI. Bons endroits pour réaliser une traite. A l'image de la fessive, on y mouille, on y sèche, on y étend et on y respasse. Parfois. — XII. Peu naturelle. Encaissée au pays du schilling. Anthropophage inconscient. — XIII. Dur qui est au chien ce que le mou est au chat. Petite main baladeuse. — XIV. Préposition. Élément vital pour les poissons ou génératrice de friture. — XV. Instrument à air comprimé. Edenté aux solides mâchoires.

spéculateurs jouent le rôle principal. Éléments entrant dans la composition de l'air. — V. Latin hantable. Un manque d'aplomb est de nature à justifier une telle démarche. — 10. Ne croit pas à la croix. Parfois haussé par celui qui s'estime raisonnable. — 11. Froid le cuisin d'une femme pour lui donner saule et protection. Préposition. Certains affirment l'avoir perdu alors qu'il ne l'ont jamais possédé. — 12. Utilise l'ombre pour éclairer sa lanterne. Exécute en style « clerc » par des gens peu éclairés. Avec elle, l'acquiescement suit la condamnation. — 13. Haute coiffure ancestrale. Distraire. Copulative. — 14. Laissez des fonds en prenant une culotte. L'une contient des cendres, l'autre réduit en cendres bien des espoirs. Possessif. — 15. L'amour à Tristan au dénouement attristant. Air manquant de fraîcheur. Conjonction.

VERTICALEMENT

1. Passion dévorante. Rejeton de la Gitanie. — 2. Travaille uniquement pour l'agrément. — 3. Fleuve de Suède. Sert pour beaucoup, mais est rarement utilisé. Bon ou mal selon la loi des compensations. Vieux soudeur de chaînes. — 4. Article. Façon de boire des hydrophobes. Un coup court, un coup long pour un poète arctique. — 5. Arme du chouricr. Celui de l'étoile scintille celui du satellite. Note. — 6. Peinture néerlandaise. Brute. Enroulée le rideau de tomber. — 7. Pour lui, la vie est un immense tableau noir. Prendre la voie des poids lourds. — 8. Décor au Soudan ou défaut d'agrément en Angleterre. Pièces de théâtre où les

Solution du problème n° 3099

Horizontalement

I. Radiateur. — II. Epis. Hune. — III. Sa. Ote. Tu. — IV. Italiques. — V. Shrapnel. — VI. Ti. Tu. — VII. Aquilon. — VIII. Nu. Oestre. — IX. CERN. — X. Namur. — XI. Pano-rama.

Verticalement

1. Résistance. — 2. Apathique. — 3. Di. Ar. Réa. — 4. Isolation. — 5. Tipule. Nô. — 6. Théon. Oscar. — 7. Eu. Teint. Ma. — 8. Untel. Rhum. — 9. Réussite. Ra.

GUY BROUTY.

SPORTS

FOOTBALL

Coupe du monde

Un tirage au sort politique économique ou... sportif ?

Le sport et la politique ne font pas toujours bon ménage. Ainsi, à la demande de la Fédération française de football qui organisait la phase finale du championnat d'Europe en 1984, le tirage au sort des groupes de qualification pour cette épreuve, effectué, vendredi, 8 janvier à la Sorbonne, reposait sur des critères strictement sportifs. Il en a résulté, dans le contexte politique actuel, le choc à éviter entre la Pologne et l'Union soviétique. Nul n'a oublié, en effet, l'ambiance passionnée de certaines rencontres sportives entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique longtemps après le coup de Prague de 1968.

Une pareille « mésaventure » a peu de chance de se reproduire le 16 janvier à Madrid pour un tirage au sort plus important encore, celui de la Coupe du monde. Cette dernière rassemblera vingt-quatre des équipes divisées pour le premier tour en six groupes de quatre. Afin d'équilibrer a priori ces groupes, le tirage au sort sera précédé, la veille, d'une réunion de la commission d'organisation de la Fédération internationale de football-association (FIFA) pour répartir les vingt-quatre équipes dans quatre chapéaux. Le premier comporterait six têtes de série (1), et le quatrième les six équipes présumées les plus faibles.

De passage à Paris en provenance de Moscou, M. Joao Havelange, le président de la FIFA, a bien confirmé que la commission d'organisation se réunirait en fait pour aviser une répartition déjà opérée et très contestable au moins sur deux points : la désignation de l'Angleterre comme tête de série et la constitution d'un deuxième « chapéau » géographique avec les cinq équipes de l'Est qualifiées (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Union soviétique et Yougoslavie), plus l'Australie, afin d'éviter un affrontement

entre elles au moins jusqu'au second tour.

L'Argentine (tenant du titre), l'Espagne (pays organisateur), le Brésil (vainqueur en 1958, 1962 et en 1970, demi-finaliste en 1978), l'Italie (vainqueur en 1934 et en 1938, demi-finaliste en 1978) et la République fédérale d'Allemagne (vainqueur en 1974 et championne d'Europe en titre) sont des têtes de série logiques. Les performances récentes de la Pologne ou de la Belgique (2) (vice-championne d'Europe avant d'écarter de la Coupe du monde les Pays-Bas, finalistes en 1974 et en 1978) les désignent pour la sixième place, de préférence à l'Angleterre, vainqueur en 1966 mais absente des deux dernières éditions et très décevante dans les matches de qualification. La présence probable en Espagne de très nombreux supporters britanniques justifierait-elle cette désignation ?

Le regroupement des cinq équipes de l'Est dans le deuxième « chapéau » est encore plus contestable. Ce choix a-t-il été politique pour éviter, par exemple, un autre match Pologne-Union soviétique ? A-t-il été économique ? Les équipes de l'Est déplacent peu de supporters hors de leurs frontières, et leurs rencontres en Occident sont peu suivies. Une seule chose semble sûre : les critères sportifs ne primeront pas pour le tirage au sort de la prochaine Coupe du monde.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Les équipes têtes de série auront au premier tour un double avantage : celui de ne pas être opposées aux cinq autres équipes présumées les plus fortes et celui de disputer leurs trois premiers matches sur le même terrain sans avoir donc à déménager d'une ville à l'autre entre chaque rencontre.

(2) La Belgique serait dans le troisième « chapéau » avec la France, l'Ecosse, l'Irlande du Nord, le Chili et le Pérou.

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »
Où en est la discipline

Il y a un siècle de la loi de 1889 sur l'enseignement primaire obligatoire, la discipline est devenue un problème de plus en plus complexe. Les enseignants sont confrontés à des élèves de plus en plus diversifiés, avec des besoins éducatifs et comportementaux variés. La discipline n'est plus simplement une question de punitions et de récompenses, mais implique une compréhension plus profonde de la psychologie de l'enfant et des méthodes pédagogiques innovantes. Les écoles doivent trouver un équilibre entre la rigueur et la bienveillance, entre la transmission de connaissances et le développement de l'esprit critique. La discipline est le fondement d'une éducation de qualité, mais elle doit être adaptée aux défis du monde moderne.

SPORTS

FOOTBALL
Coupe du monde

Un tirage au sort politique économique ou... sportif

Le tirage au sort est une méthode ancienne pour résoudre des conflits ou choisir entre différentes options. Dans le monde sportif, il est utilisé pour déterminer l'ordre de jeu ou les adversaires dans des tournois. Dans le monde politique et économique, il peut être utilisé pour prendre des décisions importantes de manière impartiale. Cependant, le tirage au sort soulève des questions sur sa validité et son équité. Est-ce vraiment une méthode aléatoire ? Peut-elle être manipulée ? Ces questions sont d'autant plus pertinentes que les enjeux sont élevés. Le tirage au sort reste une méthode controversée, mais elle continue d'être utilisée dans de nombreux domaines.

ÉTRANGER

économie

LES ÉTATS-UNIS FACE A LA RÉCESSION

L'ADMINISTRATION REAGAN ET LA LIBRE ENTREPRISE
A.T.T. et I.B.M. se sortent à leur avantage de deux procédures antitrust

Washington. — Les deux procédures antitrust les plus importantes de l'histoire américaine se sont conclues en même temps, le vendredi 8 janvier, par des décisions qui ravivent les débats sur la libre entreprise. L'administration Reagan a, d'une part, renoncé à poursuivre la société I.B.M. (International Business Machines Corporation) qui pourra garder intactes ses structures ; d'autre part, elle a conclu un accord très avantageux pour American Telephone and Telegraph Company (A.T.T.). Cette firme géante, qui se présente comme « la plus grande entreprise jamais produite sur terre », pourra conserver ses laboratoires, continuer d'assurer les communications à longue distance et les fournitures d'équipement à ses clients. On lui demande, en revanche, de se séparer, d'ici à juillet 1983, du moins rentable de ses secteurs mineurs : les plus gros des communications téléphoniques locales, assurées par vingt-trois filiales qui vont donc devenir indépendantes. Si la poursuite contre A.T.T. avait été engagée en 1974, la I.B.M. aurait dû être démantelée. Le gouvernement fédéral, soutenu par les consommateurs, a en effet obtenu la victoire sur la loi antitrust. Mais la justice a finalement décliné la poursuite, jugeant que la loi antitrust ne s'applique pas aux entreprises qui ont été créées par le Congrès. Les deux décisions ont été saluées par les partisans de la libre entreprise, mais elles ont aussi suscité des critiques. Certains estiment que le gouvernement a trahi ses obligations envers les consommateurs.

Le chômage frappe désormais neuf millions et demi d'Américains

(Suite de la première page.) Invité à commenter les chiffres de décembre, M. Ronald Reagan a déclaré : « Je pense que c'est tragique. Mais la cause du mal est évidente : la loi ; mais la loi n'est que le symptôme d'un problème plus profond. » M. Reagan a souligné que le chômage n'est pas seulement un problème économique, mais aussi un problème social. Il a appelé à une action plus vigoureuse du gouvernement pour combattre le chômage. Les chiffres officiels montrent que le chômage a atteint un niveau record de 9,5 millions de personnes. Cela représente une augmentation de plus d'un million par rapport à l'année précédente. Le chômage touche désormais toutes les couches de la population, des jeunes aux personnes âgées. Les conséquences sociales du chômage sont dévastatrices. Des millions de personnes vivent dans la précarité, sans ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins. Le chômage entraîne une perte de confiance en l'avenir et une dégradation de la qualité de vie. Les responsables politiques sont sous pression pour trouver des solutions efficaces pour réduire le chômage.

La « compréhension » des salariés

Cette récession diffère des précédentes dans la mesure où le gouvernement fédéral ne fait rien pour la combattre directement. M. Reagan laisse jouer les lois du marché, en attendant que son programme économique donne les résultats escomptés. A ce rythme, on ne peut attendre une reprise avant la fin du printemps. Le chômage continue de croître, et les perspectives sont sombres.

TRANSPORTS

Un abonnement étudiant sur le T.G.V. — Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, a décidé la mise en place d'un nouvel abonnement T.G.V. destiné aux étudiants. Ce nouvel abonnement permettra de faire neuf trajets simples par mois par le T.G.V. Il dispensera du paiement des suppléments et de la réservation. Son prix sera légèrement supérieur au prix de l'abonnement étudiant sur la ligne nationale. Il entrera en vigueur le 15 février. Les autres formes d'abonnement pour étudiants, actuellement en vigueur, sont maintenues.

Les difficultés de l'agriculture conduisent Washington à accentuer ses pressions sur la C.E.E.

Cité souvent en exemple pour sa réussite, l'agriculture des États-Unis développe des difficultés que connaissent les paysans à travers le monde. Selon les prévisions faites à Washington, les revenus nets pourraient être inférieurs de 15 milliards de dollars en 1982, contre 19 milliards en 1981 et 22,8 milliards en 1979. Alors que l'agriculture de type familial ou capitaliste peut voir, comme on le constate en France, son revenu baisser également. Selon les statistiques officielles, les prix à la production ont baissé aux États-Unis de 12 % entre décembre 1981 et décembre 1982. Dans le même temps, la hausse des coûts d'exploitation a été de 4,3 %. L'endettement des fermiers se serait accru de 30 % au cours des deux dernières années et atteindrait 180 milliards de dollars. De plus, et pour la première fois depuis quarante-cinq ans, le nombre des exploitations a cessé de diminuer en 1981 et a même progressé de 13 %. Le département de l'Agriculture, qui a une longue tradition de protectionnisme, a tenté de limiter les importations de produits agricoles étrangers. Mais la C.E.E. a refusé de réduire ses quotas. Washington a donc intensifié ses pressions sur la C.E.E. pour qu'elle accepte de réduire ses barrières commerciales. Les agriculteurs américains sont très mécontents de la situation. Ils demandent une action plus ferme du gouvernement pour protéger leurs intérêts.

AFAIRES

LE C.N.P.F. A L'ÉLYSÉE

M. Gattaz qualifié de « particulièrement constructif » son entretien avec le président de la République

Le président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), M. Gattaz, a été qualifié de « particulièrement constructif » l'entretien de près de deux heures qu'il a eu au palais de l'Élysée, le vendredi après-midi 8 janvier, avec le président de la République, M. Giscard d'Estaing. M. Gattaz était accompagné de membres du conseil d'administration du C.N.P.F. et de représentants du patronat. Le président de la République a écouté attentivement les exposés de M. Gattaz sur la situation du patronat français et les défis qu'il doit relever. Il a souligné l'importance du dialogue entre le patronat et le gouvernement pour surmonter la récession. M. Gattaz a répondu que le C.N.P.F. était prêt à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour trouver des solutions efficaces. L'entretien a été considéré comme très positif par les deux parties.

SOCIAL

M. Jean Auroux attend des premiers contrats de solidarité la création de huit mille emplois

M. Jean Auroux, ministre du travail, a présenté le 8 janvier un « bilan provisoire » des premiers contrats de solidarité mis en œuvre dans les collectivités locales ou les entreprises de l'État. M. Auroux a déclaré que ces contrats ont permis de créer huit mille emplois supplémentaires. Il a souligné que ces emplois sont destinés à des personnes en difficulté, notamment des jeunes et des personnes âgées. M. Auroux a exprimé sa satisfaction quant aux premiers résultats, mais il a aussi souligné que le travail reste à faire. Il a appelé à une poursuite de l'effort pour créer davantage d'emplois de qualité. Les contrats de solidarité sont une mesure importante pour lutter contre le chômage, mais ils ne suffisent pas à résoudre le problème. Il faut des mesures plus ambitieuses pour créer des emplois durables.

L'échec des négociations sur l'acier est un coup dur pour les exportateurs européens

Bruxelles (Communautés européennes). — Nouveau coup dur pour la sidérurgie européenne : les négociations, engagées depuis avril, ont échoué. L'administration de Washington, d'une part, et les groupes sidérurgiques américains, d'autre part, n'ont pas trouvé un accord sur la réduction des exportations américaines d'acier vers les États-Unis. Les négociations ont été marquées par de nombreuses impasses. Les Américains refusent de réduire significativement leurs exportations, tandis que les Européens exigent une action plus ferme. Le résultat est une déception pour les exportateurs européens, qui voient leur accès au marché américain se réduire. La situation est devenue tendue, et on s'attend à de nouvelles négociations dans un proche avenir. Les producteurs d'acier européens sont inquiets de la concurrence américaine, qui bénéficie d'une aide gouvernementale importante. Ils demandent une action plus coordonnée de la part des États-Unis et de l'Europe pour protéger leur marché.

Une déception

A Bruxelles, l'objectif des États-Unis ne fait malheureusement guère de doute : écarter les producteurs de la Communauté du marché américain. Or les sidérurgistes communautaires, même à leurs exportations outre-Atlantique, ont subi une baisse de 1977, et vendent encore environ 5 millions de tonnes par an, soit environ 4 % de la production européenne. La Commission a publié, le 9 janvier, une déclaration exprimant sa déception devant la manière de procéder des États-Unis. M. Davignon, commissaire chargé des affaires industrielles, n'a pas ménagé sa peine pour essayer de trouver un arrangement avec Washington. La phase actuelle de tensions avait débuté après que, en octobre 1980, l'administration américaine, sous la pression de ses industriels, eut fortement relevé le « prix planche ». Les producteurs européens, craignant d'être de la sorte partiellement évincés du marché américain (de fait, les ventes américaines ont baissé de 1980 à 1981), ont cru bon, alors, d'accroître leurs livraisons, quitte à vendre au-dessous du « prix planche ». En août 1981, les importations en provenance des Dix ont atteint 800 000 tonnes (au lieu d'une moyenne mensuelle normale d'environ 500 000 tonnes). En novembre 1981, elles se situent encore au-dessus de 700 000 tonnes. Les sidérurgistes américains se sont alors déstabilisés, et M. Baldrige, voulant modifier leur stratégie protectionniste, a pris l'initiative d'engager un dialogue avec la Commission. M. Davignon, sans être, il est vrai, très écouté, invite les sidérurgistes européens à ne pas exagérer. Les dernières suggestions faites par la commission à Washington (même si l'expression d'arrangement d'autolimitation est formellement prosaïque dans ce dialogue) a-t-elle permis de maintenir un courant d'exportations raisonnables vers les États-Unis, bien qu'inférieures aux 5 millions de tonnes annuelles qui ont précédé cette dernière crise. Ce sont ces engagements de modération que les entreprises américaines ont refusé et que l'administration Reagan n'a pas su imposer. Pour la Commission, cet échec est d'autant plus lamentable qu'elle considère que les exportations européennes d'acier, au niveau où elles étaient stables avant la crise, et, à fortiori, à celui auquel l'Europe était disposée à descendre, ne portent pas préjudice à l'industrie américaine. Il y a lieu de croire que la Communauté va réagir. Dès vendredi, il a été demandé à la Commission d'initier des contre-mesures possibles et opportunes. Ce sort fera de la tension internationale bien malenconneusement, à la veille de la session ministérielle du conseil atlantique, au cours de laquelle Américains et Européens doivent examiner la situation en Pologne et s'efforcer d'harmoniser leurs politiques commerciales à l'égard de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Une réunion informelle des ministres de l'Industrie doit se tenir, mercredi 10 janvier, à Bruxelles. Ce sera l'occasion pour la Commission d'exposer aux gouvernements membres de la Communauté le point de la situation et de procéder à des échanges de vues sur la réplique possible. PHILIPPE LEMAITRE.

Pour recréer « un bon dialogue »

LA R.A.T.P. EFFACE LES SÉQUELLES FINANCIÈRES DES CONFLITS ANTÉRIEURS

M. Philippe Essig, directeur général de la R.A.T.P., a annoncé, jeudi 8 janvier, l'occasion de la prise de fonctions d'un certain nombre de mesures « propres à recréer les conditions d'un bon dialogue social ». Ces dispositions, indique-t-on à la R.A.T.P., prolongent celles déjà prises à l'initiative du président de la Régie, M. Paul Quin, et participent du même souci de « recréer les conditions d'un bon dialogue social dans l'entreprise ». Pour effacer les séquelles des conflits antérieurs, les mesures à pied d'œuvre, en janvier 1982, ne feront l'objet d'aucune retenue : les conséquences pécuniaires pour les conducteurs d'autobus ayant participé au mouvement de grève de mai-juin 1978 seront réduites de 25 %. En outre, il a été décidé d'annuler les conséquences financières de deux autres grèves : celle des agents des stations pour les conditions de travail le 17 décembre 1979, et celle des conducteurs de métro et du R.E.R. après les accidents survenus dans les stations Anber et Nation en janvier et février 1981. Enfin, la R.A.T.P. annonce que la suppression de toutes les sanctions pécuniaires et leur remplacement par « des dispositions mieux adaptées à l'évolution idéologique et sociale » vont faire l'objet d'une prochaine concertation avec les organisations syndicales. La Régie n'est pas encore en mesure de chiffrer le coût de ces mesures. Avec un nombre de journées de mises à pied estimé à mille trois cents autobus-années, sur la base de salaires annuels variant de 5 000 F à 6 000 F, le coût du remboursement intégral varierait entre 230 000 F et 375 000 F. A la C.G.T., on fait remarquer qu'il s'agit là d'une « réhabilitation des travailleurs qui ont fait grève dans le cadre d'actions sur la sécurité, et donc de service de l'intérêt général ».

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

La générosité payante de la B.F.C.E.

Ce ne sont pas moins de 250 millions de dollars que la Banque française du Commerce extérieur (B.F.C.E.) cherche à lever sur le marché euro-obligataire en lançant mercredi une émission de 200 millions de dollars, ce sont 400 millions de dollars que la B.F.C.E. se voyait offrir par un marché enthousiaste. Ce premier succès de 1982, qui vient de couronner l'un des premiers euro-emprunts de l'année, s'explique par au moins trois raisons principales. L'émission qui bénéficie de la garantie de la République française est dotée d'un taux d'intérêt variable. Dans les circonstances présentes, c'est un avantage majeur parce que le marché des émissions à taux fixe en dollars est devenu inaccessible aux emprunteurs internationaux. L'attractivité est en effet revenue aux États-Unis où l'on craint que les taux d'intérêt à court terme ne restent élevés tout au long de cette année.

Cette succès étonnant, souligné entre autres par Henry Kaufman, le gourou new-yorkais de Salomon Brothers, a immédiatement provoqué une réaction négative des prêteurs qui se sont repliés sur eux-mêmes; peu soucieux d'avancer des capitaux à un taux fixe au moment où une remontée des taux d'intérêt apparaît possible. Du coup, chacun se tourne vers le marché des emprunts à taux variable où les emprunteurs ont l'avantage de pouvoir limiter les dégâts si, après six mois, les taux se détachent et où les investisseurs peuvent profiter, pour le temps qu'elle dure, de la hausse du loyer de l'argent. Le deuxième atout de l'emprunt B.F.C.E. est son caractère relativement court. Celle-ci, qui n'est que de cinq ans seulement, est particulièrement attractive pour certaines catégories d'investisseurs, comme par exemple les banques suisses de Proche-Orient et la clientèle privée européenne.

En troisième lieu, il faut bien reconnaître que la B.F.C.E. n'a pas lésiné sur les conditions. Son émission est dotée d'un taux d'intérêt qui est composé d'une marge de 0,25 %, venant s'ajouter à la moyenne des taux interbancaires offerts sur le marché à Londres sur les dépôts en euros-dollars à six mois. Ceci conjugué avec, pour les banques impliquées dans la transaction, une commission totalisant 1,50 % (provision favorable, on pensait vendredi que le coupon pourrait être fixé au niveau inférieur de la fourchette de 1,25 à 1,50 %). Les autres transactions japonaises du même genre sont maintenant attendues au cours des prochains jours.

Si le marché primaire des euro-emissions à taux fixe dans le secteur libellé en dollars des États-Unis, une seule émission nouvelle à taux fixe a vu le jour cette semaine dans le secteur libellé en dollar américain. Encore est-elle assortie de caractéristiques particulières qui lui enlèvent partiellement son caractère de placement à taux fixe. Il s'agit d'un emprunt de 50 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, offert par la société japonaise Mitsubishi Chemical Industries. L'émission, qui est garantie par la Mitsubishi Bank, sera dotée d'un coupon de l'ordre de 11 % à 11,50 %. En outre, chaque euro-obligation de 5 000 dollars est accompagnée d'un warrant qui pourra être échangé contre une action de l'entreprise japonaise, moyennant une prime d'environ 2,50 %. L'emprunt a été bien reçu et, compte tenu de ces avantages, on pensait vendredi que le coupon pourrait être fixé au niveau inférieur de la fourchette de 1,25 à 1,50 %.

Une réticence peut-être passagère

Il n'est tout compte fait pas de tout certain que le Crédit foncier de France qui devient le premier emprunteur français du secteur public, depuis les élections municipales d'août, n'attendait tout au plus une amélioration aussi forte que celle qui s'est matérialisée à travers l'offre de la Banque française du Commerce extérieur, du moins à court terme. Vendredi, les « notes » de la B.F.C.E. qui seront émises au public, ont valu aux environs de 99,30-99,40 sur le « marché gris », faisant ainsi preuve d'une très bonne tenue pour une transaction aussi volumineuse.

Le dépôt du dossier est un préalable nécessaire à tout emprunt outre-Atlantique. Cela n'implique pas toutefois le lancement immédiat d'une émission qui peut être, par la suite, réalisée au moment où l'emprunteur le voudra. Selon les banques américaines qui dirigeront le placement de la transaction de crédit foncier, aucune date n'a encore été arrêtée pour son lancement. Celui-ci pourrait être aussi bien réalisé dans trois ou quatre mois que dans quelques jours. Il se pourrait même qu'un autre débiteur français précède le Crédit foncier dans cette voie.

Il n'en demeure pas moins que notre communauté de la semaine dernière demeure valable. Les investisseurs institutionnels américains continuent d'estimer que les emprunteurs français devront acquiescer une prime afin d'assurer le placement de leur papier

aux États-Unis. C'est là le résultat d'une réaction plus émotionnelle qu'objective parce que, quelle qu'elle soit, dans le contexte de la crise polonaise, la réticence à l'égard de tout ce qui porte le label socialiste.

Par contre, personne ne met en doute l'attractivité de la France et de son marché obligataire. C'est peut-être le jour où un emprunt français sera effectivement lancé à New-York, les réactions seront-elles différentes parce que les investisseurs devront à ce moment prendre en compte l'impact de la République française sur le marché des émissions à taux fixe en dollars est devenu inaccessible aux emprunteurs internationaux. L'attractivité est en effet revenue aux États-Unis où l'on craint que les taux d'intérêt à court terme ne restent élevés tout au long de cette année.

Dans l'immédiat, il n'est pas plus question, pour le Crédit foncier, que pour n'importe quel autre débiteur étranger, de solliciter le marché américain des capitaux. L'atmosphère est sombre à New-York qui se montre plus pessimiste que le marché euro-obligataire. Les banques et les investisseurs d'outre-Atlantique sont inquiets à cause de quelques 200 millions de dollars que le Trésor américain doit lever pendant le premier trimestre de cette année afin de combler le déficit budgétaire du gouvernement fédéral et de la forte hausse tendentueuse de la masse monétaire à la fin de l'année dernière alors qu'on espérait une détente dans ce domaine.

Présence japonaise

Sur le marché des euro-obligations, une seule émission nouvelle à taux fixe a vu le jour cette semaine dans le secteur libellé en dollar américain. Encore est-elle assortie de caractéristiques particulières qui lui enlèvent partiellement son caractère de placement à taux fixe. Il s'agit d'un emprunt de 50 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, offert par la société japonaise Mitsubishi Chemical Industries. L'émission, qui est garantie par la Mitsubishi Bank, sera dotée d'un coupon de l'ordre de 11 % à 11,50 %. En outre, chaque euro-obligation de 5 000 dollars est accompagnée d'un warrant qui pourra être échangé contre une action de l'entreprise japonaise, moyennant une prime d'environ 2,50 %. L'emprunt a été bien reçu et, compte tenu de ces avantages, on pensait vendredi que le coupon pourrait être fixé au niveau inférieur de la fourchette de 1,25 à 1,50 %.

Si le marché primaire des euro-emissions à taux fixe dans le secteur libellé en dollar des États-Unis, une seule émission nouvelle à taux fixe a vu le jour cette semaine dans le secteur libellé en dollar américain. Encore est-elle assortie de caractéristiques particulières qui lui enlèvent partiellement son caractère de placement à taux fixe. Il s'agit d'un emprunt de 50 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, offert par la société japonaise Mitsubishi Chemical Industries. L'émission, qui est garantie par la Mitsubishi Bank, sera dotée d'un coupon de l'ordre de 11 % à 11,50 %.

En outre, M. Henry Kaufman, le gourou new-yorkais de Salomon Brothers, a immédiatement provoqué une réaction négative des prêteurs qui se sont repliés sur eux-mêmes; peu soucieux d'avancer des capitaux à un taux fixe au moment où une remontée des taux d'intérêt apparaît possible. Du coup, chacun se tourne vers le marché des emprunts à taux variable où les emprunteurs ont l'avantage de pouvoir limiter les dégâts si, après six mois, les taux se détachent et où les investisseurs peuvent profiter, pour le temps qu'elle dure, de la hausse du loyer de l'argent.

Le marché monétaire et obligataire

La surprise générale, le fléchissement des taux américains que tout le monde escomptait pour le début de 1982, a été le léger regain de tension de la fin de 1981, ne s'est pas produit. Bien plus, certains analystes ont persisté, ce qui n'a pas manqué d'influencer le marché des changes (voir rubrique « Devises et l'or »), sur les 50 millions de dollars, les taux ont monté d'un demi-point.

À l'origine de ce phénomène, on trouve, une fois de plus, l'évolution de la masse monétaire aux États-Unis. Le bilan hebdomadaire du début de semaine, d'une augmentation de 1,4 milliard de dollars de la masse, alors que la plupart des analystes tablent sur une nouvelle diminution, a la rigueur une stabilisation ou une très légère progression, à provoquer un choc. Cette hausse inattendue a immédiatement laissé penser que les autorités monétaires américaines allaient rebattre la détermination du loyer d'argent quasi-universellement retenue pour les premiers jours de 1982.

En outre, M. Henry Kaufman, le gourou new-yorkais de Salomon Brothers, a immédiatement provoqué une réaction négative des prêteurs qui se sont repliés sur eux-mêmes; peu soucieux d'avancer des capitaux à un taux fixe au moment où une remontée des taux d'intérêt apparaît possible. Du coup, chacun se tourne vers le marché des emprunts à taux variable où les emprunteurs ont l'avantage de pouvoir limiter les dégâts si, après six mois, les taux se détachent et où les investisseurs peuvent profiter, pour le temps qu'elle dure, de la hausse du loyer de l'argent.

Une transaction est venue égarer cette semaine le secteur des euro-emissions en dollar canadien. La Banque nationale du Canada qui cherche à financer sa dette dans la devise à feuille d'érable, sur une durée de six ans, n'a pas hésité à offrir ses euro-obligations au pair avec un coupon annuel de 16,50 %. Ce faisant, elle a voulu mettre de son côté tous les atouts afin de séduire la clientèle belge toujours attachée aux devises qui lui permettent de fuir la monnaie vacillante d'outre-Québec. Le débiteur canadien semble avoir bien visé la clientèle belge n'a pas manqué de s'intéresser aux « notes » de la Banque nationale du Canada, qui vendredi, se traitaient sur la base d'une décote raisonnable de seulement 1,25-1,40 %.

Le marché allemand des capitaux est en fin de compte le seul qui n'ait pas été contaminé par l'atmosphère déprimante qui affecte tout à la fois New-York et le reste du marché euro-obligataire. La B.C.L. en a fait la preuve en proposant avec succès une émission en deux tranches, totalisant 186 millions de deutschemarks. La première tranche, d'un montant de 128 millions et d'une durée de cinq ans seulement, est offerte au pair avec un coupon annuel de 8,75 %. Sur le « marché gris », le cours des « notes » était en fin de semaine de 99,75-100,25, ce qui est l'indication d'un très bon placement. La seconde tranche, qui s'élève à 58 millions de deutschemarks et qui a une durée nettement plus longue puisque de douze ans, est également proposée au pair avec un coupon annuel de 8,75 %. Le cours de la seconde tranche, qui s'élève à 99,75-100,25, ce qui est l'indication d'un très bon placement.

Si le marché primaire des euro-emissions à taux fixe dans le secteur libellé en dollar des États-Unis, une seule émission nouvelle à taux fixe a vu le jour cette semaine dans le secteur libellé en dollar américain. Encore est-elle assortie de caractéristiques particulières qui lui enlèvent partiellement son caractère de placement à taux fixe. Il s'agit d'un emprunt de 50 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, offert par la société japonaise Mitsubishi Chemical Industries. L'émission, qui est garantie par la Mitsubishi Bank, sera dotée d'un coupon de l'ordre de 11 % à 11,50 %.

Le marché monétaire et obligataire

La surprise générale, le fléchissement des taux américains que tout le monde escomptait pour le début de 1982, a été le léger regain de tension de la fin de 1981, ne s'est pas produit. Bien plus, certains analystes ont persisté, ce qui n'a pas manqué d'influencer le marché des changes (voir rubrique « Devises et l'or »), sur les 50 millions de dollars, les taux ont monté d'un demi-point.

À l'origine de ce phénomène, on trouve, une fois de plus, l'évolution de la masse monétaire aux États-Unis. Le bilan hebdomadaire du début de semaine, d'une augmentation de 1,4 milliard de dollars de la masse, alors que la plupart des analystes tablent sur une nouvelle diminution, a la rigueur une stabilisation ou une très légère progression, à provoquer un choc. Cette hausse inattendue a immédiatement laissé penser que les autorités monétaires américaines allaient rebattre la détermination du loyer d'argent quasi-universellement retenue pour les premiers jours de 1982.

En outre, M. Henry Kaufman, le gourou new-yorkais de Salomon Brothers, a immédiatement provoqué une réaction négative des prêteurs qui se sont repliés sur eux-mêmes; peu soucieux d'avancer des capitaux à un taux fixe au moment où une remontée des taux d'intérêt apparaît possible. Du coup, chacun se tourne vers le marché des emprunts à taux variable où les emprunteurs ont l'avantage de pouvoir limiter les dégâts si, après six mois, les taux se détachent et où les investisseurs peuvent profiter, pour le temps qu'elle dure, de la hausse du loyer de l'argent.

Le marché monétaire et obligataire

La surprise générale, le fléchissement des taux américains que tout le monde escomptait pour le début de 1982, a été le léger regain de tension de la fin de 1981, ne s'est pas produit. Bien plus, certains analystes ont persisté, ce qui n'a pas manqué d'influencer le marché des changes (voir rubrique « Devises et l'or »), sur les 50 millions de dollars, les taux ont monté d'un demi-point.

Les devises et l'or

Fermeté du dollar et de la livre

Les marchés des changes ont été littéralement pris à contre-pied cette semaine. Au lendemain du 31 décembre 1981, les États-Unis ont vu le dollar s'apprêter à grimper pour les premiers jours de 1982, en liaison avec une reprise de la baisse des taux d'intérêt. En fait, ce fut le contraire qui se produisit. La hausse du dollar a été interrompue par une remontée des taux conomiques.

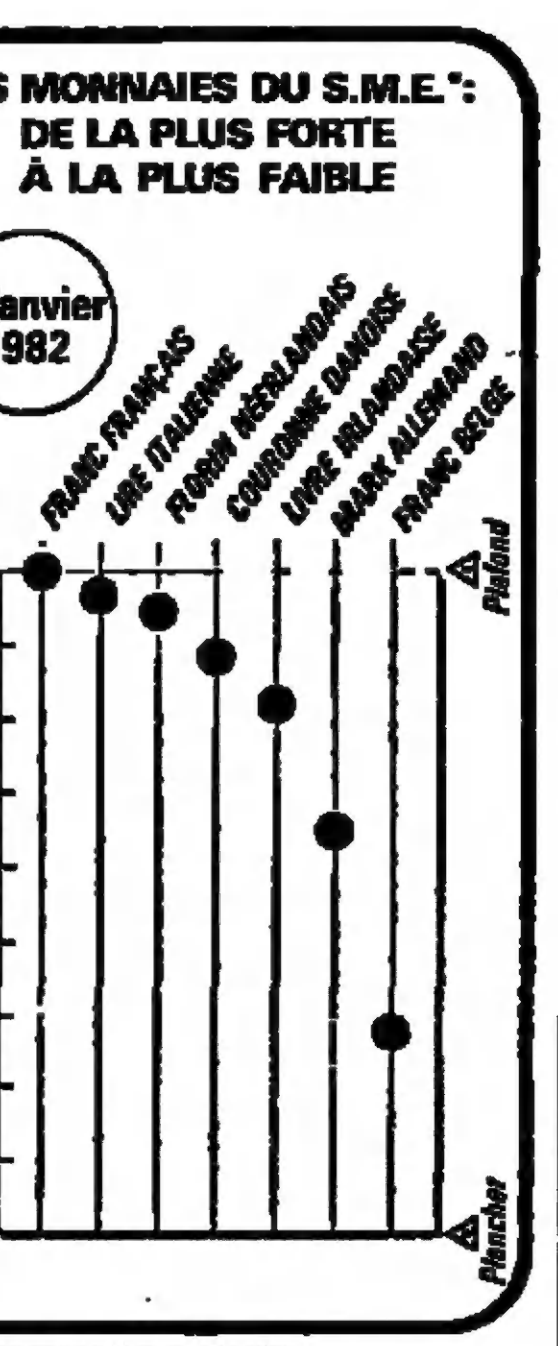
Pour ceux du Groupe de réflexion économique et financière (GREF), le dollar pourrait, également, baisser au cours du premier semestre, mais ce serait, surtout, le mark allemand qui se réajusterait. La hausse serait de près de 10 % par rapport à la monnaie américaine, qui pourrait tomber jusqu'à 2,05 deutschemarks, correspondant à un cours à Paris de 5,10 F à 5,20 F. De toute façon, selon le GREF, toute baisse un peu accentuée du dollar aviverait les tensions au sein du Système monétaire européen, le franc belge subissant de nouvelles attaques pour, peut-être, dévaluer.

Quant au franc français, la plupart des experts le voient soumis à des pressions au printemps, puis à un réajustement vis-à-vis du deutschemark à la fin de 1982, en raison du différentiel d'inflation qui continue à se creuser.

Questionné sur cette éventualité au cours du Forum de l'Expansion, M. Jacques Delors a répondu avec vigueur : « La période est finie où l'économie française pouvait se permettre une dévaluation tous les sept ou dix ans, sorte de « dumping » pour rattraper nos déviances. Aujourd'hui, avec la hausse du prix du pétrole, ce n'est plus possible. Je résisterai aux vieux démons : le dopage d'une dévaluation ne dure qu'un temps, et je m'y opposerai ».

Belle conviction, et énergique

Les monnaies du S.M.E. : de la plus forte à la plus faible



* Système monétaire européen

une remontée des taux conomiques.

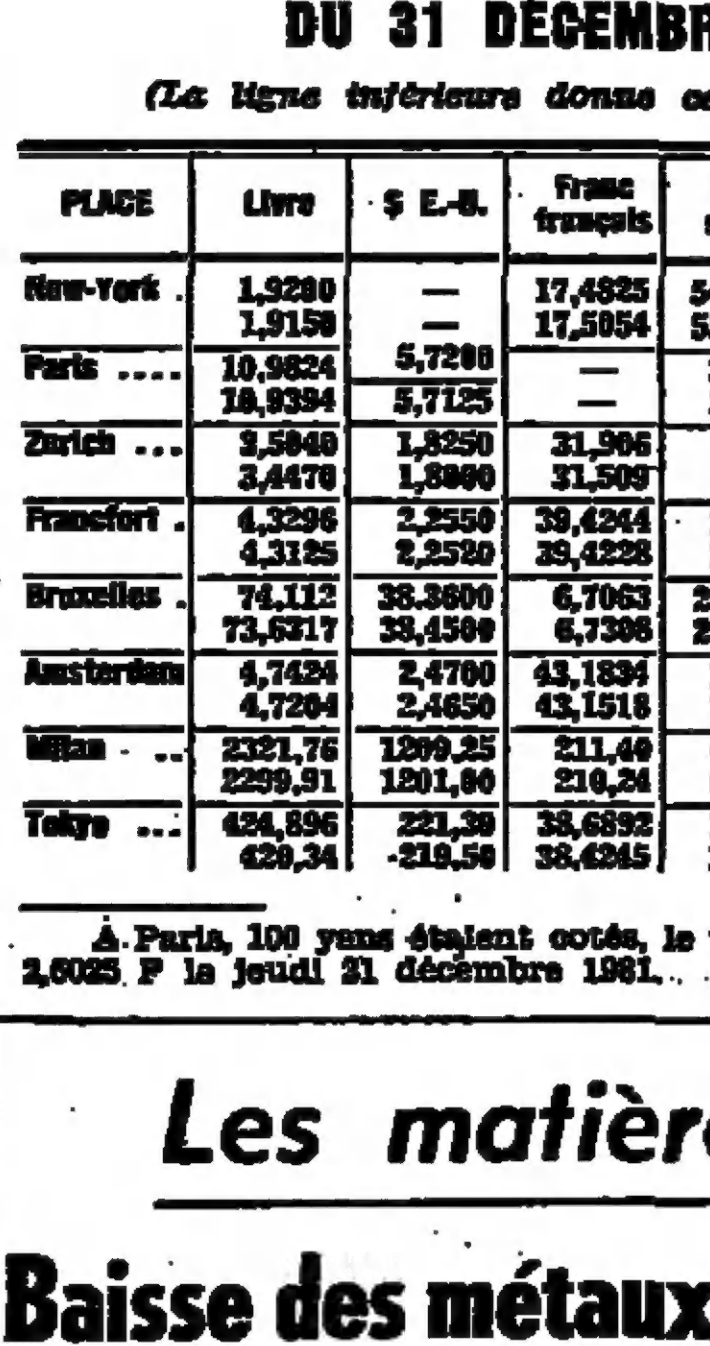
Pour ceux du Groupe de réflexion économique et financière (GREF), le dollar pourrait, également, baisser au cours du premier semestre, mais ce serait, surtout, le mark allemand qui se réajusterait. La hausse serait de près de 10 % par rapport à la monnaie américaine, qui pourrait tomber jusqu'à 2,05 deutschemarks, correspondant à un cours à Paris de 5,10 F à 5,20 F. De toute façon, selon le GREF, toute baisse un peu accentuée du dollar aviverait les tensions au sein du Système monétaire européen, le franc belge subissant de nouvelles attaques pour, peut-être, dévaluer.

Quant au franc français, la plupart des experts le voient soumis à des pressions au printemps, puis à un réajustement vis-à-vis du deutschemark à la fin de 1982, en raison du différentiel d'inflation qui continue à se creuser.

Questionné sur cette éventualité au cours du Forum de l'Expansion, M. Jacques Delors a répondu avec vigueur : « La période est finie où l'économie française pouvait se permettre une dévaluation tous les sept ou dix ans, sorte de « dumping » pour rattraper nos déviances. Aujourd'hui, avec la hausse du prix du pétrole, ce n'est plus possible. Je résisterai aux vieux démons : le dopage d'une dévaluation ne dure qu'un temps, et je m'y opposerai ».

Belle conviction, et énergique

Les monnaies du S.M.E. : de la plus forte à la plus faible



* Système monétaire européen

COURS MOYEN DE CLOTURE

DU 31 DÉCEMBRE AU 8 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLAQUE	Livre	\$ E.-U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Paris	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Bruxelles	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Zurich	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Frankfurt	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Amsterdam	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Milan	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265
Tokyo	1,5280	—	17,4325	54,7945	44,3485	2,0685	40,4555	1,9265

À Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 8 janvier 1982, 1,5287 F contre 1,5285 F le jeudi 31 décembre 1981.

Les matières premières

Baisse des métaux - Hausse du cacao

L'année a commencé sur une note optimiste dans les différents marchés. Le ralentissement de l'activité économique persiste. La détente du loyer de l'argent tend à faire remonter en question, la hausse des cours des matières premières pourrait se faire attendre.

L'indice Dow Jones rajoutait; il n'aurait plus de répercussion sur le soja.

MÉTALX. — La reprise a été de courte durée sur les cours du cuivre et du métal échange de Londres. Les stocks de métal s'accroissent en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays industriels, incidence de la récession. À la fin de l'année, la production chinoise de métal a atteint son dernier niveau record de 1 600 000 tonnes.

Les cours de l'étain ont peu varié sur les places commerciales en raison des achats de soutien effectués par les producteurs de Malaisie.

Sensibles baisses des cours du plomb et du zinc (— 10 % environ), à Londres. L'offre mondiale de métal tend à surpasser de plus en plus la demande, ce qui a incité plusieurs producteurs américains à réduire leurs prix. La grille qui paraît une unité de

production en Irlande se pour-rait limiter dans les prochains mois.

CAOUTCHOUC. — Variations peu importantes des cours du naturel sur les différents marchés, grâce aux achats effectués par le directeur du stock régulateur en rythme quotidien de 500 tonnes. Les quantités retirées du marché atteignent désormais 40 000 tonnes. Les stocks disponibles du stock régulateur avec le second appel de fonds, permettent de soutenir les prix.

CAOUTCHOUC. — La reprise s'est confirmée, notre accordeur, sur les cours du cacao à Londres, en corrélation avec la reprise des interventions de l'Organisation internationale du marché. À la fin de l'année, la production chinoise de cacao a atteint son dernier niveau record de 1 600 000 tonnes.

Les cours de l'étain ont peu varié sur les places commerciales en raison des achats de soutien effectués par les producteurs de Malaisie.

Sensibles baisses des cours du plomb et du zinc (— 10 % environ), à Londres. L'offre mondiale de métal tend à surpasser de plus en plus la demande, ce qui a incité plusieurs producteurs américains à réduire leurs prix. La grille qui paraît une unité de

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

Cours du 8 janvier 1982	Cours du 31 décembre 1981
MÉTALX. — Londres (en sixième, par tonne) : cuivre (high grade), 875 (800,50); étain comptant, 8 380 (8 240); à trois mois, 7 970 (7 900); plomb, 328 (304); zinc, 428 (403); aluminium, 976 (951); nickel, 3 905 (3 820); argent (au once par once troy), 437,50 (427,50). — New-York (en centes par livre) : cuivre (premier terme), 71,70 (74,60); argent (en dollars par once), 8,22 (8,20); platine (en dollars par once), 377 (379,50); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 142 (140); mercure (par bouteille de 75 lbs), 405-420 (400-420). — Pétrole : brut (en dollars par baril), 34,50 (34,60).	
TEXILES. — New-York (en centes par livre) : coton, 65,50 (64,55); mail, 67,55 (68,00). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine peignée à sec, janv., 970 (960); laine en livres par tonne, 142 (140); laine en livres par tonne, 142 (140). — Bonnet (en francs par kilo) : laine lach (4,90).	
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : B.S.S. (comptant), 49,75-51,25 (51,30-51,50). — Penang (en centes par	
Détroits par kilo), 203,50-204,80 (201-202). — New-York (en centes par lb) : caoutchouc naturel (en dollars par tonne) : caoutchouc, 214 (204); mail, 212 (203); sucre, 12,58 (12,19); mail, 12,54 (12,30); café, 138,5 (138,35); mail, 138,5 (138,35). — Londres (en livres par tonne) : sucre, 177,65 (174,75); mail, 173,20 (175,85); café, 124 (124); mail, 124 (124). — Paris (en francs par quintal) : cacao, 1 208 (1 244); mail, 1 305 (1 280); café, 1 248 (1 246); mail, 1 248 (1 250); sucre (en francs par tonne), 1 880 (1 800); mail, 1 925 (1 950). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), 189,10 (188,10); mail, 191,10 (189,20). — Londres (en livres par tonne), 217, 139,20 (137,10); avril, 130,80 (128,30). — Chicago (en centes par boisseau) : blé, 401 3/4 (396 1/2); mail, 400 (400); maïs, 225 3/4 (224 1/4); mail, 225 3/4 (223 1/4). — Indices : — Moody's : 98,50 (98,50); — Reuter : 1 004,70 (1 014,12).	

